

UNIVERZITA PALACKÉHO V OLOMOUCI
Filozofická fakulta

BAKALÁŘSKÁ PRÁCE

2010

HANA MACHALOVÁ

UNIVERSITÉ PALACKY, OLOMOUC

Faculté des Lettres

La présidence de l'UE par la République tchèque

Six mois à la tête de l'Europe

Le mémoire de fin d'études

Filière franco-tchèque d'Administration Économique et de Gestion des Organisations

Directeur de mémoire: Ing. Michel Viland

Auteur: Hana Machalová

Olomouc 2010

Univerzita Palackého v Olomouci

Filozofická fakulta

České předsednictví Evropské unie

Šest měsíců v čele Evropy

Bakalářská diplomová práce

Studijní program: Francouzština se zaměřením na aplikovanou ekonomii

Vedoucí práce: Ing. Michel Viland

Autor: Hana Machalová

Olomouc 2010

Université Palacky, Olomouc

Faculté des Lettres

Déclaration

Místopřísežně prohlašuji, že jsem bakalářskou práci na téma „České předsednictví Evropské unie“ vypracovala samostatně pod odborným dohledem vedoucího práce a uvedla jsem všechny použité podklady a literaturu.

L'Université Palacky n'entend aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les mémoires; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

Olomouc

Signature

Remerciement:

Ráda bych poděkovala Ing. Micheli Vilandovi, vedoucímu bakalářské práce, za jeho vedení a profesionální pomoc.

J'aimerais bien remercier à Ing. Michel Viland, le directeur du mémoire de fin d'études de ses conseils et son aide professionnel.

Sommaire

1. L'introduction	1
2. La notion de la présidence tchèque	3
2.2 Le rôle et le sens de la présidence de l'UE	3
2.2 L'évolution de l'institution de présidence de l'UE	4
2.2.1 L'institution de la présidence dans le Traité CECA	4
2.2.2 L'institution de la présidence dans l'Acte unique européen	4
2.2.3 L'institution de la présidence dans le Traité de Maastricht	4
2.2.4 L'institution de la présidence dans le Traité d'Amsterdam	5
2.2.5 L'institution de la présidence dans la Traité de Lisbonne	5
2.3 Le mécanisme de la rotation	5
2.4 La fonction de la présidence de l'UE	7
3. La présidence de l'UE par la République tchèque	8
3.1 La préparation et l'organisation de la présidence tchèque	8
3.1.1 Les responsables de l'organisation et l'allure de la présidence tchèque	9
3.1.2 Les aspects financiers de la présidence tchèque	10
3.1.3 La logistique et l'organisation de la présidence tchèque	11
3.2 Les préférences et le programme de la présidence tchèque	16
3.2.1 L'économie	17
3.2.2 L'énergie	17
3.2.3 L'Europe et le monde	18
3.3 Les circonstances qui ont influencé la présidence tchèque	18
3.3.1 La crise économique et financière mondiale comme un défi pour la présidence tchèque	19
3.3.2 Un examen pour la diplomatie tchèque – le conflit de Gaza	20
3.3.3 La République tchèque dans le rôle de négociateur dans la crise du gaz	21
3.3.4 Une trahison de son propre parti – la chute du gouvernement	21
3.4 Les plus grands événements organisés au cours de la présidence tchèque	22
3.4.1 Le sommet social tripartite à Bruxelles	22
3.4.2 Le sommet UE – États-Unis	23
3.4.3 Des sommets réalisés en mai 2009	25
3.4.4 Le sommet du Conseil européen en juin 2009 – moment le plus utile de la présidence tchèque	29

4. L'appréciation des résultats du travail et de l'image globale de la République tchèque à la tête de l'UE et l'impact de la présidence sur ses habitants	31
4.1 La République tchèque comme un membre presque légitime de l'Europe	31
4.2 La chute du gouvernement dans le contexte de l'appréciation de la présidence tchèque	32
4.3 Le rôle plein de contradictions au sujet de la ratification du Traité de Lisbonne.....	33
4.4 L'appréciation de la présidence tchèque par des pays européens – la France critiquant, les États voisins diplomatiques.....	34
4.5 Ni noir, ni blanc – les deux côtés de la présidence tchèque	35
4.5.1 Les points à succès „blancs“ de la présidence tchèque	36
4.5.2 Les points faibles „noirs“ de la présidence tchèque.....	38
4.6 Comment six mois à la tête de l'Europe ont influencé la vie et la pensée de la population tchèque.....	39
5. Conclusion	44
Résumé en français.....	46
Résumé en tchèque.....	47
Annotation	48
Sources	49
ANNEXE °1 Récapitulatif des principales manifestations organisées dans le cadre de la présidence en République tchèque et lieu de leur déroulement	1
ANNEXE °2 Entropa – l'ouvrage controversé de David Černý	1

1. L'introduction

L'histoire de la République tchèque comme une partie de l'Union européenne a commencé à écrire le 14 juin 2003 quand la majorité des citoyens tchèques avaient voté au référendum pour l'entrée à la communauté européenne. La République tchèque est devenue un membre légitime le 1^{er} mai 2004. Après cinq ans, nous avons eu une occasion de prendre la tête de l'Europe et de gagner l'intérêt du monde entier. Notre pays; petit – en ce qui concerne la superficie, mais grand au sens de la pensée; qui jouait toujours un rôle important dans l'histoire européenne, qui était le lieu de naissance des nombreux personnages célèbres, et malheureusement qui a perdu son influence pendant la longue période du communisme, a eu une nouvelle chance de montrer ses capacités et de revenir parmi les „joueurs“ européens.

La présidence au Conseil européen appartient parmi les tâches les plus honorables tirées de l'adhésion à l'Union européenne. Un pays président devient pour la période de six mois le centre de la politique européenne et il peut améliorer, ou au contraire détériorer, son image aux yeux des autres. Chaque État membre assure la présidence pendant six mois sur la base d'un programme commun élaboré par les trois États de la troïka (en concertation avec le Président du Conseil européen). Chaque État peut néanmoins proposer ses priorités pour la présidence, ce qui contribue à donner une certaine inflexion nationale aux priorités de l'Union.

Le sens de mon mémoire sera d'analyser les résultats et d'évaluer d'une façon objective toutes les actions menées par la présidence tchèque, ainsi que toute notre présidence en global. Je m'efforce de répondre aux questions: Quel est le sens de l'institution de la présidence? Comment la République tchèque a réussi à son rôle du chef de l'UE et comment elle en a profité? Est-ce que la présidence a changé les avis des Tchèques au sujet de l'UE?

Parce que la République tchèque est devenue un des premiers États qui sont passés à la tête de l'UE des pays adhérents en 2004, j'ai trouvé ce thème très intéressant pour mon mémoire. À mon avis, les Tchèques n'ont pas encore compris le rôle de l'UE et il la considère toujours comme quelque chose qui ne s'adresse pas à eux. Il est dommage que nous n'avons pas encore aperçu que l'UE a été créée pour nous, elle nous donne de nouvelles chances et assure notre protection au niveau plus haut que national. Il est vrai que l'UE n'est pas une institution sans fautes, il y a toujours beaucoup de problèmes à résoudre, mais ces fautes et problèmes existent pour que nous nous en occupions afin de les supprimer.

J'espère que mon travail aidera tout au moins à comprendre le sens de la présidence de l'UE et aidera à expliquer que le travail des responsables de la présidence tchèque n'était pas si mauvais que la plupart des Tchèques pensent.

Dans la première partie de mon travail, je voudrais approcher des notions sur lesquelles l'institution de la présidence au Conseil européen est basée, mettre le lecteur au fait des documents qui sont liés à ce mécanisme, lui donner la connaissance du fonctionnement de l'UE et également expliquer l'importance que la présidence présente pour un pays.

La deuxième partie analyse comment la République tchèque a assumé la présidence au Conseil. Je décris les circonstances qui ont influencé notre présidence, comment et par qui l'organisation a été assurée et analyse des événements qui se sont déroulés au cours de la présidence. Je me concentre sur les sommets organisés au niveau le plus haut qui ont été les plus observés et importants.

La dernière partie de mon mémoire est destinée à l'appréciation de notre présidence. Je décris les moments et les situations clés qui ont formé l'opinion globale sur notre présidence (la chute du gouvernement, la ratification du Traité de Lisbonne etc.). J'analyse les points forts et faibles. Je m'efforce d'offrir au lecteur une vue de la présidence tchèque du côté des autres pays européens, ainsi que des seuls tchèques. D'une part, je voudrais évaluer notre présidence objectivement, et d'autre part, je veux faire remarquer les fautes pour que nous puissions les éviter pour la prochaine fois.

2. La notion de la présidence tchèque

2.2 Le rôle et le sens de la présidence de l'UE

La présidence est l'une des tâches les plus importantes pour les États membres de l'UE. En général, on choisit un pays, d'après le mécanisme de rotation, qui préside le Conseil de l'UE et qui dirige pratiquement tout le fonctionnement de l'UE. Les pays présidents se relèvent dans cette fonction régulièrement chaque six mois. Pendant la période de six mois, l'État présentant devient le représentant de l'UE. Il exprime les opinions et les attitudes de tous les vingt-sept pays membres et représente leurs intérêts. En même temps, le pays présentant a une occasion de présenter ses propres priorités aux autres membres, et peut éveiller la discussion sur ces sujets.

„On peut résumer le sens de la présidence pour l'État présentant en quatre points: le prestige, le renforcement du rôle des petits pays membres, l'expérience et le rayonnement international.“¹

Le but principal du travail de chaque pays en présidence est d'accomplir les tâches liées au fonctionnement de l'UE et d'affirmer sa position sur les champs de la politique européenne et internationale. Si le pays réussit sa présidence, il est apprécié positivement par les autres, il gagnera en prestige.

Grâce à la rotation de la présidence, les petits pays peuvent aussi devenir le leader d'Europe. Ils ont une occasion de montrer leurs qualités, de prononcer leurs préférences et de captiver le respect des plus grands pays.

La présidence au Conseil européen présente pour chaque pays une expérience importante. Le pays peut pénétrer au centre de l'UE et il peut participer aux décisions d'une façon clé. Puis, l'expérience obtenue aide le pays à agir sur la scène européenne, ainsi que sur celle internationale.

Les conférences organisées dans le pays présentant sont liées à la grande publicité et à l'attention des médias. La présidence est donc, une chance unique pour la propagande d'un pays et de ses régions. Pour attirer le public, la présidence a aussi son air visuel représenté par un logo, un slogan et des objets promotionnels.

¹ Vše, co jste chtěli vědět o českém předsednictví EU: české předsednictví v Radě EU; Útvar místopředsedy vlády pro evropské záležitosti, Úřad vlády ČR: Praha, 2009.

2.2 L'évolution de l'institution de présidence de l'UE

2.2.1 L'institution de la présidence dans le Traité CECA

L'institution de la présidence a été déjà mentionnée dans le traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, signé à Paris en 1951. L'article 27 disait: „Le Conseil est formé par les représentants des États membres. Chaque État y délègue un membre de son gouvernement. La présidence est exercée à tour de rôle par chaque membre du Conseil pour une durée de trois mois suivant l'ordre alphabétique des États membres.“² Cette règle a été modifiée par le Traité CEE en 1957 qui a prolongé la période de présidence à 6 mois. Cette modification a été affirmée plus tard par le Traité de fusion en 1965. Les autres documents liés à la réforme des institutions, p. e. Rapport de Tindemans en 1975, ont renforcé la position du pays président pour assurer plus grande efficacité de la négociation du Conseil européen.

2.2.2 L'institution de la présidence dans l'Acte unique européen

L'Acte unique européen, signé en 1986, a modifié l'institution de présidence au Conseil en domaine du développement de la coopération politique européenne. Il a précisé certaines tâches de l'État président. L'article 30 prévoyait que les États membres s'efforçaient de formuler et de mettre en œuvre une politique étrangère européenne commune. Pour ce faire, ils se sont engagé à se consulter sur les questions de politique étrangère qui pourraient avoir un intérêt pour la sécurité des États membres. La présidence du Conseil était responsable de l'initiative, de la coordination et de la représentation des États membres vis-à-vis des pays tiers dans ce domaine.

2.2.3 L'institution de la présidence dans le Traité de Maastricht

Certains engagements de l'État président ont été approfondis par le Traité de Maastricht, signé en 1992, qui a institué l'Union européenne. Le pays président de l'UE est devenu responsable de la réalisation des actions communes et de l'expression des avis politiques de l'UE. Le Traité sur l'UE a affirmé „la troïka“³ créé par le Rapport sur la coopération européenne (signé à Londres en 1981). Ce système s'agit d'une composition de trois présidences: précédente, actuelle et suivante. Au cours de la présidence, les charges de travail incombaient particulièrement lourdement au ministre des affaires étrangères qui était président en exercice. Le système disait que le président, s'il le désire, peut déléguer certaines

² Traité CECA, chapitre III: Le Conseil, article 27

³ La troïka – ça veut dire le système de trois pays successifs

tâches à son successeur et il pouvait également prier son prédécesseur de mener à bien certaines tâches qui, au moment du transfert de la présidence, se trouvaient en cours d'achèvement. Le sens de ce système est de minimaliser les problèmes avec la rotation de la présidence entre les pays qui ont beaucoup d'influence politique et ceux qui en ont peu.

2.2.4 L'institution de la présidence dans le Traité d'Amsterdam

„La troïka“ a été revisée par le Traité d'Amsterdam en 1997. Il a changé en „système dual“. Ça veut dire qu'il y restaient seulement le pays actuellement à la présidence au Conseil et le pays suivant.⁴

2.2.5 L'institution de la présidence dans la Traité de Lisbonne

Le Traité de Lisbonne a apporté une grande nouveauté. Le Conseil européen a été doté, comme le Parlement européen et la Commission, d'un président à plein temps. Le 19 novembre 2009, le Belge Herman Van Rompuy a été élu au poste de président de l'Union européenne. Le Traité de Lisbonne a défini le poste de président de l'UE: „Le président du Conseil européen assure à son niveau et dans sa qualité la représentation extérieure de l'Union pour les matières relevant de la politique étrangère et de sécurité commune, sans préjudice des compétences du Haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité. Il préside et anime les travaux du Conseil européen, comme le fait actuellement le chef d'État ou de gouvernement qui assure la présidence semestrielle de l'Union. Il œuvre en faveur de la recherche du consensus entre les États membres et assure le dialogue avec les autres institutions : il est chargé de remettre le rapport du Conseil européen devant le Parlement européen après chacune de ses réunions. (...)"⁵ Le Président est élu pour deux ans et demi renouvelable une fois, et ne peut pas exercer un mandat national. Chaque pays continuera de présider à tour de rôle l'Union européenne pour une période de six mois dans le cadre d'un programme défini par trois pays, la troïka.

2.3 Le mécanisme de la rotation

Une condition essentielle de la rotation était de toujours conserver l'accessibilité égale à la présidence pour tous les États membres.

⁴ Les informations sur l'évolution de la présidence ont été retirées de: Pitrová, M.; Fiala, P. *Evropská unie*, 1. st ed.; Centrum pro studium demokracie a kultury: Brno, 2003.

⁵ L'article 15 § 5 et 6 du Traité de Lisbonne

D'abord, la rotation a fonctionné selon l'ordre alphabétique créé par le Traité CECA. Après l'adhésion du Portugal et de l'Espagne en 1986, ce système a été modifié. On a créé deux cycles de six ans pendant lesquels douze États membres ont varié à la présidence en paire. L'ordre des pays pendant le premier cycle était: la Belgique, le Danemark, l'Allemagne, la Grèce, l'Espagne, la France, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni. Pendant le deuxième cycle: le Danemark, la Belgique, la Grèce, l'Allemagne, la France, l'Espagne, l'Italie, l'Irlande, les Pays-Bas, le Luxembourg, le Royaume-Uni, le Portugal.

L'ordre alphabétique a été définitivement défini en 1995 à l'occasion de l'élargissement de l'UE par la Finlande, la Suède et l'Autriche. Chaque État membre assurait la présidence pendant 6 mois sur la base d'un programme commun élaboré par les trois États de troïka (en concertation avec le Président du Conseil européen). Chaque État pouvait néanmoins proposer ses priorités pour la présidence. Le système de programme commun pour 18 mois assurait une certaine continuité des politiques de présidence, tout en permettant à chaque État de présider au Conseil européen pendant une période limitée.⁶

Cette modification a formalisé une pratique qui avait commencé en 2007 avec le trio des présidences allemande, portugaise et slovène. Les modalités de la présidence tournante ont été esquissées dans l'article 16 du Traité sur l'Union européenne et dans une déclaration en annexe des traités. Cependant, de nombreux points présentent encore des sujets à discussion. Les rôles respectifs du président du Conseil européen, Herman Van Rompuy, et du président du Conseil de l'Union européenne, actuellement José Luis Zapatero en tant que Premier ministre de l'Espagne, voire du Président de la [Commission](#) et du Haut représentant, devraient être délimités plus précisément.

⁶ Les informations sur le mécanisme de rotation ont été retirées: Pitrová, M.; Fiala, P. *Evropská unie*, 1.st ed.; Centrum pro studium demokracie a kultury: Brno, 2003.

Le tableau 1: La rotation de la présidence de l'UE (l'ordre approuvé en 2007)

Année	Premier semestre (01–06)	Deuxième semestre (07–12)
2008	la Slovénie	la France
2009	la République tchèque	la Suède
2010	l'Espagne	la Belgique
2011	la Hongrie	la Pologne
2012	le Danemark	Chypre
2013	l'Irlande	la Lithuanie
2014	la Grèce	l'Italie
2015	la Lettonie	le Luxembourg
2016	les Pays-Bas	la Slovaquie
2017	Malte	le Royaume-Uni
2018	l'Estonie	la Bulgarie
2019	l'Autriche	la Roumanie
2020	la Finlande	

2.4 La fonction de la présidence de l'UE

Pendant la période de la présidence un État exerce beaucoup d'autres fonctions nécessaires. D'abord, il prépare et gère des négociations (conférences) du Conseil de l'UE. Ensuite, il sert le Conseil aux discussions avec d'autres institutions de l'UE (le Parlement européen, la Commission européenne) et enfin, il représente l'UE dans les organisations internationales et en débats avec les pays tiers.

En réalité, l'État présentant doit convoquer et gérer toutes les négociations du Conseil de l'UE, assurer l'organisation et l'équipement technique (le matériel), préparer l'agenda et choisir l'ordre des questions traitées selon sa priorité. Un autre effort est de trouver des compromis acceptables pour tous les pays membres. Quand on parle des thèmes controversés, les pays membres peuvent avoir des avis différents, dans ce cas l'État présentant joue le rôle de négociateur et essaie de trouver un accord. L'État présentant contrôle pratiquement le procédé de l'acceptation de la législature.

3. La présidence de l'UE par la République tchèque

La République tchèque a repris la présidence de l'UE le 1 janvier 2009, après la France, et pour un temps de six mois elle est devenue le chef de l'Europe. La République tchèque est seulement le deuxième pays qui a pris la tête de l'UE parmi les pays adhérents en 2004.⁷ L'année 2009 était très importante pour la République tchèque, en outre qu'elle soit devenue le pays président de l'UE, elle a célébré l'anniversaire des vingt ans de la chute du communisme et, en plus, l'anniversaire de cinq ans de l'adhésion à l'UE.

3.1 La préparation et l'organisation de la présidence tchèque

La présidence de l'UE a présenté pour la République tchèque une priorité pour laquelle elle se préparait pendant trois ans. En 2006, le gouvernement tchèque a créé le poste du Représentant du gouvernement pour la présidence. En janvier 2007, Alexandr Vondra a été nommé comme le Vice-Premier Ministre chargé des Affaires européennes au Bureau de coordination de la présidence tchèque. La tâche principale de ce bureau était d'assurer toute la communication et la coordination pendant la présidence.

Pour assurer le bon fonctionnement de la présidence, on a renforcé l'appareil administratif et on a créé 400 nouveaux emplois. Les fonctionnaires et les ministres ont été formés à des cours spéciaux, dans lesquels ils ont eu les connaissances nécessaires pour la gestion de l'UE.

Le gouvernement tchèque a donné le budget de présidence pour les années 2007 – 2009 d'un montant de 2 milliards de couronnes tchèques (environ 75 millions €). En comparaison avec les autres membres, la présidence tchèque appartient parmi les présidences les moins chères. Les dépenses ont été assimilables à celles de la Slovénie, de la Finlande ou de l'Autriche. Par exemple, la présidence française était deux fois plus chère.

Il existe différents types de direction du Conseil de l'UE. Les grands pays choisissent, en général, un modèle centralisé, ça veut dire qu'ils centralisent la présidence dans la capitale. Par contre, le modèle décentralisé donne aux ministères plus de liberté et laisse une responsabilité importante à la représentation permanente d'un pays. La République tchèque a choisi la combinaison de ces deux modèles.

⁷ Le premier pays à la présidence des pays adhérents en 2004, était la Slovénie au premier semestre 2008.

3.1.1 Les responsables de l'organisation et l'allure de la présidence tchèque

Le responsable essentiel de la présidence tchèque était jusqu'au 8 mai 2009, le gouvernement dirigé par le Premier ministre Mirek Topolánek. Parce que le gouvernement a été renversé, c'était le nouveau gouvernement avec le Premier ministre Jan Fischer à la tête qui a repris la présidence de l'UE jusqu'au 30 juin 2009.

Le rôle clé en représentation de l'UE a été joué par le Vice-Premier ministre chargé des affaires européennes Alexandr Vondra, remplacé après la chute du gouvernement par Štefan Füle. Il s'occupait de l'administration quotidienne, de la représentation de l'UE (p.e. au Parlement européen) et de la coordination de la présidence au point de vue du contenu, ainsi que de l'organisation.

L'Adjoint au vice-premier ministre Marek Mora a travaillé surtout sur la préparation des priorités et du programme de travail. Pendant la présidence le bureau du vice-premier ministre des affaires européennes a coordonné la préparation des négociations du Conseil européen, du Conseil de l'UE, Coreper II et Coreper I.

La Section pour la présidence tchèque du Conseil de l'UE dirigée par Jana Hendrichová s'occupait des affaires logistiques et organisationnelles (le logement pour les délégués, le transport, la traduction, le programme culturel, pages web etc.).

Parmi les dirigeants importants de la présidence tchèque appartenait aussi le Ministère des affaires étrangères dirigé par Karel Schwarzenberg, et puis, après la chute du gouvernement, par Jan Kohout. Le Ministère des affaires étrangères a représenté l'UE surtout en négociations avec ses partenaires étrangers, formulé des avis de l'UE à propos des situations issues dans le monde, et coordonné le procédé commun des pays membres au domaine de la politique étrangère et de sécurité.

Le rôle important appartenait également à la Représentation permanente de la République tchèque auprès de l'UE présidée par un Ambassadeur, représentant permanent Coreper II Milena Vicenová. Dans le cadre de Coreper II (Comité des représentants permanents), les ambassadeurs se réunissaient pour débattre des sujets institutionnels, politiques, financiers et des questions de sécurité et de justice. Coreper I dont leur directeur était l'Ambassadeur Jana Reinišová s'occupait des questions de marché intérieur, d'agriculture, d'éducation, de recherche, de culture et des questions sociales.⁸

⁸ Les informations ont été retirées de la publication: *Kdo je kdo: české předsednictví v Radě EU = Qui est qui: la présidence tchèque au Conseil de l'UE*; Odbor komunikace Úřadu vlády: Praha, 2009.

Pour assurer la coordination de la présidence tchèque, la Commission du gouvernement pour l'UE présidée par le Premier ministre tchèque, et le Bureau du vice-premier ministre des affaires européennes se sont rencontrés chaque semaine pour discuter et autoriser des documents stratégiques pour la présidence. Les réunions de coordination se sont déroulées aussi entre Prague et Bruxelles sous forme de vidéo-conférences.

3.1.2 Les aspects financiers de la présidence tchèque

La présidence tchèque a été concue avec un budget de 2 milliards de couronnes tchèques. Cette somme représentait une augmentation globale par rapport aux dépenses habituelles. En général, des fonds ont été utilisés pour assurer la coordination centrale de la présidence (au Bureau du vice-premier ministre chargé des Affaires européennes), pour la sécurité (du ressort du ministère de l'Intérieur de la République tchèque) et pour la formation du personnel (par l'Institut de l'Administration d'Etat dépendant du ministère de l'Intérieur). Ces fonds ont également servi à financer les manifestations culturelles de la présidence assurées en collaboration avec les représentations diplomatiques à l'étranger, ainsi que les principales manifestations culturelles de la présidence assurées par le coordinateur central. Des moyens financiers ont également été consacrés au renfort temporaire en personnel des administrations centrales, de la Représentation permanente de la République tchèque auprès de l'UE à Bruxelles et de quelques représentations diplomatiques importantes.

À côté du budget officiel, il y avait aussi des différents chapitres budgétaires qui ont participé au financement de la présidence par leurs propres ressources. Ils ont couvert les frais liés aux services d'interprétation et de restauration lors des réunions de travail, au programme organisé en parallèle des manifestations ministerielles, aux déplacements à l'étranger etc. Le montant total de ces fonds a été estimé à 1,4 milliard de couronnes tchèques.

La Commission européenne a aussi participé au financement de la présidence (p.e. en cofinancant certaines conférences en République tchèque), tout comme le secrétariat général du Conseil de l'UE (manifestations à Bruxelles, services d'interprétation de certaines manifestations en République tchèque).

Les partenaires ont contribué à assurer la présidence par la fourniture des prestations nécessaires (p.e. eaux minérales, bière, services de livraison etc.). Pour les manifestations culturelles et les autres manifestations organisées en parallèle, la présidence a employé le sponsoring financier, un système à chaque fois négocié avec l'organisateur de la manifestation

(hors Administration d'Etat). Des principaux partenaires de la présidence tchèque étaient: les entreprises Avnet Technology Solutions, DHL, Microsoft, Mattoni, Plzeňský Prazdroj, Cukrovary a lihovary TTD et Telefónica O2. Les partenaires médias : la radio Český rozhlas, le magazine Euro, le quotidien MF Dnes, l'hebdomadaire Czech Business Weekly, le site internet EuroActiv.cz et la télévision Česká televize.⁹

Au cours de la présidence, le nombre de manifestations de travail et de réunions ministérielles, ainsi que de manifestations au sommet, a été plus élevé que prévu (le budget établi à l'origine ne comprenait pas p.e. le financement du sommet sur la crise économique du 1^{er} mars à Bruxelles, ni celui des quatre sommets d'avril et de mai organisés à Prague avec la participation des chefs d'État et de Gouvernement des pays de l'UE et d'autres pays).

Le financement de la coordination centrale de la présidence a été assurée au sein de la Section pour la présidence tchèque du Conseil de l'UE (SPP) par le département du Budget et des Marchés publics.

3.1.3 La logistique et l'organisation de la présidence tchèque

Le département Logistique et Organisation de la SPP (ci-après „DLO“) était chargé de la responsabilité de l'organisation des réunions et manifestations ayant lieu en République tchèque. Ses tâches principales étaient de préparer les locaux des conférences pour les différentes manifestations de la présidence, assurer le déroulement des réunions en termes organisationnels, et toute la logistique liée au séjour des délégations. Le DLO a, pour ce faire, étroitement collaboré avec les ministères concernés.

Pour toutes les conférences, réunions et manifestations, le DLO devait assurer des moyens techniques (moyens audiovisuels et d'interprétation, technologies de l'information, bureautique), des services de restauration (catering), des services d'interprétation, un accompagnement des délégations, des services d'hébergement et le transport des délégués.

En ce qui concerne l'interprétation, celle des réunions ministérielles informelles et des sommets a été assurée par la direction générale de l'interprétation de la Commission européenne. La société DG Interpretation a pris en charge, en République tchèque, les services d'interprétation de 19 réunions ministérielles et sommets. D'autres réunions ont été interprétées par l'intermédiaire de l'agence d'interprétation externe Artlingua. „Le régime linguistique défini dépendait pour chaque réunion de son histoire, le régime le

⁹ Les informations ont été retirées du document „Résumé des activités de l'équipe centrale de coordination au cours de la présidence tchèque du Conseil de l'UE“ accessible <http://www.eu2009.cz/fr/>

plus souvent utilisé ayant été le régime 6/6, depuis et vers le tchèque, l'anglais, l'allemand, l'italien, l'espagnol et le français, puis le régime 22/6, de toutes les langues officielles de l'UE (sauf l'irlandais) vers le tchèque, l'anglais, l'allemand, l'italien, l'espagnol et le français. Le régime d'interprétation record pour ce qui est du nombre de langues a été celui du sommet pour le Partenariat oriental organisé le 7 mai 2009 à Prague. Lors de ce sommet, l'interprétation s'est faite en régime 28/28, c'est-à-dire depuis et vers toutes les langues de l'UE plus l'azeri, le russe, l'ukrainien, l'arménien, le georgien et le moldave.^{“¹⁰}

Les actions organisées par le DLO

Au total, la présidence tchèque a organisé 98 manifestations officielles de manière centralisée. 28 d'entre elles étaient des réunions au sommet ou ministérielles.

Comme les plus importantes, on peut signer quatre réunions au plus haut niveau: Sommet UE 27 – États-Unis, Sommet sur l'emploi; Sommet pour le Partenariat oriental et Sommet „Le corridor Sud, une nouvelle route de la soie“, Sommet du Conseil européen en juin 2009.

Des autres événements qui se sont déroulés au niveau ministériel présentent: la réunion du Gouvernement de la République tchèque et de la Conférence des présidents du Parlement européen; la réunion du Gouvernement de la République tchèque et de la Commission européenne, 14 réunions ministérielles informelles et 8 conférences ministérielles (p.e. la conférence intitulée „L’élargissement de l’UE – 5 ans après“; la XIV^e réunion ministérielle UE – Groupe de Rio; la conférence sur le sort des biens des victimes de l’Holocauste etc.). La majorité de ces événements ont eu lieu dans des espaces de conférences permanents loués, ou au Centre des congrès de Prague, mais certaines réunions se sont déroulées aussi en province (Brno, Mariánské Lázně, Luhačovice etc.).

Pour les réunions au sommet, les préparatifs incluaient en outre des représentants des différentes divisions du Bureau du Gouvernement de la République tchèque dépendant du premier ministre et du ministère des Affaires étrangères de la République tchèque.

S’agissant des réunions de travail, 70 conférences et réunions de groupes de travail et séminaires ont été assurées de manière centralisée dans une plus ou moins large mesure.

¹⁰ Résumé des activités de l'équipe centrale de coordination au cours de la présidence tchèque du Conseil de l'UE

L'organisation s'est faite en collaboration avec les ministères qui s'occupaient du programme des réunions et des programmes organisés en parallèle pour les conjoints des ministres et pour les membres des délégation ou les journalistes.¹¹

La communication au cours de la présidence tchèque

Les employés du département de la Communication de la SPP (ci-après „DCU“) étaient responsables de la médiatisation et de la promotion au cours de la présidence. Le DCU a pris en charge la communication avec des médias, coordonné la campagne de communication, la préparation et l'utilisation du logo de la présidence, le site internet officiel eu2009 etc. Le DCU a également assuré la communication avec le public, ainsi que des services de traduction, la logistique des médias pendant les réunions importantes en République tchèque, les décos et l'aspect visuel de la présidence, l'accréditation des journalistes et les enquêtes de sécurité sur ceux-ci, les manifestations culturelles et la préparation et la distribution des objets promotionnels.

La mission de la campagne de communication et d'information était surtout de médiatiser la présidence tchèque au public, de faire contribuer les Tchèques au sentiment de fierté nationale et de montrer celui le meilleur de la République tchèque.

La campagne de médiatisation de la présidence tchèque

La campagne s'est appuyée sur deux documents intitulés „Résumé du concept de communication et de présentation de la présidence tchèque du Conseil de l'UE“, approuvé le 27 juillet 2007 par le Comité pour l'UE, et sur document „Réalisation du concept de communication de la présidence“ approuvé le 9 décembre 2008.

La campagne officielle a commencé en septembre 2008, et se déroulait tout au cours de la présidence. Pour cette campagne, plusieurs éléments ont été employés: des panneaux d'affichage, spots télévisés, dessin animé intitulé, devise, logo, site internet, publications, objets promotionnels.

¹¹ Calendrier des principales manifestations Annexe °1

Le logo de la présidence tchèque

Le logo de la présidence tchèque a été choisi, sur la base d'une compétition. Des projets ont été évalué par une commission composée des spécialistes de graphique. L'évaluation s'est déroulée sur deux tours, cinq projets de différents auteurs sur les 402 déposés au départ ayant été retenus pour le second tour. Enfin, le premier ministre Mirek Topolánek a choisi le 28 janvier 2008 le logo proposé par Tomáš Pakosta qui a ensuite élaboré le manuel sur l'identité visuelle de la présidence tchèque.

Le logo reflétait la devise de la présidence tchèque „Une Europe sans barrières“, et en même temps, celle de l'UE „Unie dans la diversité“. Ces deux idées ont été représentées à travers la variété des couleurs du logo, dans lequel la logique de la gamme de couleurs choisie introduit l'idée de l'unité. Les couleurs du logo ont été inspirées par les drapeaux nationaux des pays membres de l'UE et du drapeau de l'UE. On pouvait y trouver du bleu foncé, du rouge, du jaune, du bleu clair, du vert, de l'orange, du rouge foncé et du noir.

Le logo a servi comme un élément d'unification de la présentation des activités organisées dans le cadre de la présidence tchèque et en même temps il très variable et on pouvait le modifier selon le but pour lequel il a été utilisé.

Image 1 Le logo de la présidence tchèque



Le spot publicitaire

Une partie importante de la campagne, faisait un spot publicitaire dans lequel l'un des rôles principaux était tenu par un morceau de sucre – invention tchèque datant de 1843 en

l'honneur de laquelle un mémorial a d'ailleurs été érigé dans la ville de Dačice en Bohême du Sud. Dans ce spot de publicité apparaissaient „les visages de la présidence tchèque“ architecte Eva Jiřičná, danseuse étoile Darja Klimentová, scientifique et inventeur de médicaments Antonín Holý, chef d'orchestre Libor Pešek ainsi que mannequin Tereza Maxová, joueur de hockey Jaromír Jágr et footballeur-gardien de but Petr Čech. Dans le cadre de la conception de ce spot, l'accent a été mis en particulier sur l'originalité, la volonté de démentir les clichés, l'innovation, l'humour et la qualité. Le spot avec le logo de la présidence, a été diffusé sur les chaînes de la télévision publique tchèque (ČT).

Le site internet officiel

Parmi les moyens de communication les plus importants, appartenait le site internet de la présidence tchèque. La tâche principale de ce site était de présenter la présidence tchèque au public, donner des renseignements sur la suite de la présidence, responsables, réunions politiques aussi bien que sur les manifestations culturelles organisées et aussi assurer tous les services destinés aux médias pendant la durée de la présidence tchèque.

Le site a informé le public sur les événements actuels, et donné à la disposition le calendrier complet des manifestations, des documents liés au fonctionnement de l'UE, des vidéos et photographies des actions réalisées. Pour les étrangers, il y avait des informations sur la République tchèque – la carte, la géographie, le système politique et administration, la culture, les personnages célèbres, les coutumes, la cuisine tchèque etc. Le site internet a aussi donné au public un espace pour poser des questions et pour exprimer son avis en forme de chat. Il a été traduite aussi en français et en anglais, et a réussi énormément parce que dès son lancement, il a reçu un nombre record de visites par rapport aux sites internet des présidences précédentes. Au total, entre le 1^{er} janvier et le 30 juin 2009, 2 249 706 internautes se sont rendus sur le site.

Les objets promotionnels

Les objets promotionnels ont également aidé à propager la présidence tchèque. On a créé un grand assortiment des objets publicitaires qui ont été distribués aux délégations participantes aux sommets, réunions et manifestation organisés pendant la présidence tchèque, ainsi qu'au public. Parmi les objets promotionnels, il y avait: des cravates, foulards, boutons de manchette, broches, pièces de monnaie commémoratives, livre *Tváře*, sacs, tours de cou multifonctions, clés USB, tasses, stylos, post-it. Pour les occasions extraordinaires (p. e. le

sommet UE – États-Unis), il y avait aussi des collections limitées des objets promotionnels, p. e. des bols „Republic“, œuvres du designer Maxim Velčovský.

Les publications étaient également importantes pour la présidence tchèque. Au total, on a publié 25 publications, parmi lesquelles les préférées c'était „Culture“, „La République tchèque en bref“, „Qui est qui“ et „Agendas“.

3.2 Les préférences et le programme de la présidence tchèque

Comme priorités clées de la présidence tchèque, trois „E“ = Économie, Énergie et Europe et le monde ont été présentés. Le choix des priorités n'est venu que des tâches à longue terme que l'UE a donné pour objectifs, mais aussi des défis actuels que l'UE doit résoudre.

L'évolution des événements au début de la présidence tchèque (la continuation de la crise économique globale, crise du gaz et conflit entre l'Israël et Palestine) a affirmé que la République tchèque a fait le bon choix de ses priorités, et donc elle pouvait bien réagir aux situations prises.

L'accent sur trois „E“ ne voulait pas dire que la République tchèque oublierait les autres thèmes. La mission du pays président était toujours de suivre et avancer l'agenda complet de l'UE dans tous les domaines. La République tchèque, comme tous les pays précédents à la présidence, a présenté, au début de son activité à la tête de l'UE, son programme de travail défini pour six mois à venir. Le programme a été défini par les représentants tchèques: „En l'occurrence, le programme de travail de la présidence tchèque est introduit par une brève description des domaines prioritaires auxquels la République tchèque souhaite consacrer une attention particulière. Cette courte présentation est suivie par une description détaillée des dossiers sur lesquels la présidence se penchera dans le cadre des politiques intérieures et extérieures de l'Union européenne.“¹²

Le document présenté était l'aboutissement de deux ans de travaux préparatoires. Pour définir les priorités et le programme de travail, le gouvernement s'est appuyé sur les documents stratégiques de l'UE, ainsi que sur les conclusions des Conseils de l'UE et des Conseils européens. En collaboration avec la France et la Suède, ses partenaires dans le trio de présidences, la République tchèque a également élaboré un programme commun sur dix-huit mois, une sorte d'itinéraire à suivre pour l'Union européenne au cours de l'année et demi à venir.

¹² Le site officiel de la présidence tchèque: <http://www.eu2009.cz/fr/czech-presidency/programme-and-priorities/programmes-et-priorites-480/>

La devise symbolique „Europe sans barrière“ est devenue un élément unissant pour tout le programme de la présidence tchèque. Dans son esprit, la République tchèque voulait créer l’Europe sans barières économiques et culturelles, retirer le protectionnisme en économie et et présenter l’Europe comme une communauté ouverte au monde entier. Cette devise avait aussi sa dimension historique parce que l’année 2009 a signifié un anniversaire important dans l’évolution de l’Europe unie. On s’est rappelé de la chute du Mur de Berlin et du Rideau de fer en 1989 et aussi de l’élargissement de l’UE en 2004, le plus grand dans son histoire.

3.2.1 L’économie

Le thème „Économie“ a posé la présidence tchèque dans le contexte de la crise économique mondiale. La République tchèque devait empêcher son approfondissement, trouver des solutions et faire renaître la croissance économique des pays de l’UE.

La tâche principale de la présidence tchèque dans ce domaine était l’intégration du „Plan européen pour la relance économique“ au contexte de la session du Conseil européen au printemps, du sommet de G-20 et d’autres réunions au niveau le plus haut.

La République tchèque au rôle de président de l’UE, a mis l’accent sur la recherche de telles solutions de la crise économique, qui ne seraient pas protectionnistes. Une cible était plutôt de trouver des solutions portant sur l’exploitation du potentiel de la liberté de circulation des travailleurs et des services, de même que la liberté, extrêmement prometteuse, de circulation des connaissances.

3.2.2 L’énergie

Au début de la présidence tchèque, la deuxième priorité – l’énergie, est devenue le sujet très actuel. À côté de la situation concrète – la crise du gaz, la République tchèque s’occupait d’abord de la recherche des mesures à court terme, à moyen terme et à longue terme pour assurer la sécurité énergétique de tout le continent européen, puis, de la constitution d’une palette plus variée des sources utilisées, et enfin, de l’augmentation de l’utilisation des ressources renouvelables.

Elle a pris la tâche de la diversification géographique des fournisseurs d’énergie et des lignes de transport par soutenir des projets systématiques comme p. e. le gazoduc Nabucco ou le gazoduc sous le Baltique. L’amélioration des liens des réseaux énergétiques et la

modernisation d'infrastructures de transport d'énergie ont été formulées comme des autres préférences de la présidence tchèque dans ce domaine.

À côté de la sécurité énergétique, les représentants des pays membres ont discuté de l'accomplissement du marché intérieur d'électricité et de gaz, et aussi de la protection du climat. Au sujet de la protection du climat, la présidence tchèque a travaillé surtout sur la diminution du gaz à effet de serre dans l'atmosphère au bout de l'an 2012.

3.2.3 L'Europe et le monde

Dans le domaine des relations externes de l'UE, la présidence tchèque était depuis son début confrontée avec le conflit à Gaza entre Israël et la Palestine. Le processus de paix dans cette région est devenu la priorité de l'intérêt tchèque.

Une préférence à long terme de la présidence était de renforcer les relations de l'UE avec ses pays voisins de l'Europe de l'est. L'importance grandissante de la coopération avec l'Europe de l'est, notamment avec l'Ukraine, et l'établissement de relations avec des pays de la région caucasienne ont accéléré la préparation du projet „Partenariat oriental“ qui a officiellement commencé au sommet à Prague en mai 2009.

Au cours du premier semestre 2009, les négociations d'adhésion avec la Turquie ont continué. La Croatie s'est rapprochée d'une adhésion à l'UE et la présidence s'est efforcée de faire le maximum pour que l'élargissement à ce pays ait lieu dès que possible.

Un événement très important aux relations externes était la visite du président américain Barack Obama à Prague en avril 2009 liée au sommet UE - États-Unis. La poursuite du développement du dialogue transatlantique dans les domaines clés de la sécurité, de l'économie, de l'énergie et de la protection du climat ont été déterminées comme essentielles pour les intérêts de l'UE.

3.3 Les circonstances qui ont influencé la présidence tchèque

Au début de la présidence tchèque, il y avait des doutes et la méfiance du côté des pays européens traditionnels (la France, l'Italie, la Belgique etc.) si le gouvernement tchèque était capable de présider l'UE. La présidence tchèque était souvent déprisée et les autres membres n'attendaient pratiquement rien d'elle; concrètement, la France a montré son avis sceptique le plus souvent.

La République tchèque a commencé sa présidence au temps de la crise économique et ce fait a servit à la France comme un argument pourquoi la République tchèque ne devrait pas exercer la présidence. Il faut mentionner une tentative française pour prolonger sa présidence ou de passer la présidence directement à la Suède. Cependant, ces efforts n'étaient pas transférés en réalité parce que ça enfreindrait les règles de l'UE écrites dans le Traité sur l'UE.

3.3.1 La crise économique et financière mondiale comme un défi pour la présidence tchèque

La situation politique était vraiment difficile au début de la présidence tchèque. La crise économique et financière a affecté tout le monde, concrètement dans l'espace de l'UE ses conséquences étaient, sont et encore seront destructives. La crise a arrêté la croissance économique européenne et touché toutes les branches économiques.

Le rétablissement des marchés financiers, le règlement de la baisse de la croissance économique et la préparation pour les discussions internationales concernantes des solutions à la crise économique sont devenus les priorités de la présidence tchèque. La République tchèque a continué à retirer les conséquences de la crise selon les projets élaborés par la France précédemment.

L'un des sujets importants dans le domaine des marchés financiers a été la possibilité d'assurer une réaction coordonnée de l'UE. Sous la direction de la présidence tchèque, le Conseil s'est intéressé à la situation dans le secteur bancaire ainsi qu'à la relance du flux des crédits dans l'économie réelle. On a adopté des conclusions relatives au capital bancaire. „Dans ces conclusions, le Conseil a confirmé que les moyens obtenus par les banques ne devraient pas être interprétés comme une augmentation des exigences d'adéquation de leurs fonds propres pour les banques, le principal objectif des mesures étant de soutenir les prêts aux entreprises et aux ménages.“¹³

Un autre thème fondamental pour la présidence tchèque, était la problématique de la réforme de surveillance du marché financier de l'UE, ainsi que la prévention de la survenance d'une nouvelle crise financière similaire à l'avenir. À la fin de mai 2009, les États membres se sont entendus sur la création d'un Conseil européen du risque systémique (CERS), un nouvel organe indépendant qui veillerait à la stabilité macrofinancière au sein de l'UE. Au niveau

¹³ Bilan de la présidence tchèque au site officiel de la présidence tchèque: <http://www.eu2009.cz/fr/>

microéconomique, il a été convenu de la création du Système européen de surveillance financière (SESF).

L'un des grands succès de la présidence reposait sur la négociation de toutes les propositions législatives présentées dans le domaine des services financiers avant la fin du mandat du Parlement européen. Il s'agissait des propositions sensées renforcer la stabilité du système financier de l'UE et contribuer à la poursuite de l'intégration et le développement du marché européen des services financiers.

3.3.2 Un examen pour la diplomatie tchèque – le conflit de Gaza

Les collisions entre Israël et la Palestine se déroulent pratiquement tous les jours mais, à la fin de 2008, elles ont culminé jusqu'à la guerre.

Comme le début, on peut considérer le 23 décembre 2008 quand les radicaux palestiniens ont commencé à bombarder Israël. Ils ont dit que c'était une revanche de l'assassinat de trois radicaux du Hamás dans la Bande de Gaza. À cause du bombardement, Israël a fermé des postes frontières à Gaza et évacué les étrangers. Puis, Israël a mobilisé l'armée et commencé à se préparer pour la guerre contre le Hamás. Il y avait beaucoup de combats sanglants dont les victimes étaient les soldats des deux côtés, aussi bien que la population civile surtout de côté palestinien.

L'UE a décidé d'intervenir dans ce conflit, et donc la présidence tchèque, soutenue des autres membres, a délégué une mission dirigée par ministre des affaires étrangères tchèque Karel Schwarzenberg. Cette mission devait conclure un cessez-le-feu immédiat et permanent, arrêter le conflit et renouveler l'aide humanitaire à la population civile. La délégation a été composée des ministres des affaires étrangères français Bernard Kouchner, et suédois Carl Bildt, du Haut représentant pour le Politique étrangère et sécurité Javier Solana, et du Commissaire européen chargé des relations extérieures Benita Ferrer. Ils ont visité l'Égypte, la Jordanie et Israël. Cette mission n'a pas réussi à arranger le conflit entre le Hamás et Israël, mais elle s'est entendue sur la distribution de l'aide humanitaire aux habitants de Gaza.

En même temps, Nicolas Sarkozy a fait un voyage au Moyen-Orient, mais le résultat de sa mission était le même que celui de Schwarzenberg.

3.3.3 La République tchèque dans le rôle de négociateur dans la crise du gaz

Un autre problème que la présidence tchèque devait résoudre immédiatement après son entrée en fonction était la crise du gaz. Le conflit est né à cause de la dette de l'entreprise ukrainienne Naftogaz envers le groupe de gaz russe Gazprom. Naftogaz devait payer deux milliards de dollars pour les approvisionnements en gaz antérieurs. Mais, Naftogaz ne l'a pas payé, et il a accusé Gazprom qu'il avait facturé des prix trop élevés.

À côté de la dette de Naftogaz, un autre sujet du conflit était la hausse des taxes de transit en Europe et le nouveau prix du gaz pour l'année 2009. Le 1 janvier 2009, Gazprom a coupé ses approvisionnements en gaz à l'Ukraine, et cela a causé la rupture du transit de gaz aux clients de l'Europe centrale et occidentale. Les premières conséquences sont apparues en Europe dès le 2 janvier 2009; la Slovaquie, la Hongrie, la Pologne et la Roumanie ont annoncé la diminution des approvisionnements de dizaines de pour cent.

La présidence tchèque a décidé d'intervenir dans ce conflit, et a commencé à négocier avec l'Ukraine. L'équipe de négociation dirigée par le Vice-Premier Ministre chargé des Affaires européennes tchèque Alexandr Vondra a planifié aussi des réunions avec la Russie, et invité le gouvernement russe au renouvellement immédiat des approvisionnements en gaz dans l'Europe. La présidence tchèque s'est attachée le soutien de tous les vingt-sept pays de l'UE pour résoudre ce problème. La solution est arrivée le 5 mars 2009, Naftogaz a payé la dette de 360 millions dollars au compte de Gazprom et les approvisionnements en gaz ont été renouvelés en pleine quantité.

Cette crise a fait remarquer la nécessité de trouver des nouvelles manières pour obtenir le gaz pour l'UE, ce qui était formulé comme une priorité de la présidence tchèque.

3.3.4 Une trahison de son propre parti – la chute du gouvernement

La Chambre des députés du Parlement de la République tchèque a voté une motion de censure contre le gouvernement de Mirek Topolánek le 24 mars 2009. La raison essentielle à la chute du gouvernement reposait sur les socialistes présidés par Jiří Paroubek, les communistes et quatre déserteurs de la coalition gouvernementale (Vlastimil Tlustý, Jan Schwipell, Olga Zubová et Věra Jakoubková).

Cette crise de politique intérieure est arrivée au moment le pire, et a causé des grands problèmes à la présidence. Mais cependant, Mirek Topolánek a promis aux représentants de l'UE à l'assemblée plnière du Parlement européen, immédiatement après la chute de son gouvernement, que la République tchèque accomplira tous ses engagements concernants de la présidence au Conseil européen et assura le cours de la présidence sans aucune collision.

Le nouveau premier ministre de la République tchèque, Jan Fischer, a été nommé par le président Václav Klaus le 9 avril 2009. Le nouveau gouvernement appelé „le gouvernement des fonctionnaires“ ou „des experts“ a été composé de seize ministres recommandés au premier ministre Fischer par les partis politiques particuliers. Le mandat de ce gouvernement devait durer aux élections législatives anticipées en automne 2009, mais finalement, il a été prolongé jusqu'aux élections législatives légitimes au printemps 2010.

3.4 Les plus grands événements organisés au cours de la présidence tchèque

Au cours de la présidence tchèque plusieurs sommets au niveau le plus haut, beaucoup de réunions et de manifestations de travail ont été organisées. Dans la partie suivante du mémoire, on mentionne seulement ces événements qui ont eu l'apport le plus important pour l'UE.

3.4.1 Le sommet social tripartite à Bruxelles

Le 19 mars 2009 à Bruxelles, les chefs d'État et de gouvernement et les ministres chargés de l'emploi de la Troïka sociale, le président de la Commission européenne avec le commissaire chargé de l'Emploi et les représentants des principaux partenaires sociaux européens se sont réunis pour discuter des aspects sociaux de la crise économique.

Le programme de ce sommet était basé sur les retombées de la crise économique et financière sur l'emploi et les moyens pour les résoudre, lors du sommet extraordinaire de l'UE sur l'emploi qui s'est déroulé plustard en mai 2009. On a également parlé de deux mesures concrètes du „Plan européen de relance économique“.

Il s'agissait de la révision du règlement sur le Fonds social européen et de la révision du règlement sur le Fonds européen d'ajustement à la mondialisation. Les modifications proposées permettraient aux États-membres d'utiliser plus facilement les moyens financiers

précisément et pourraient aider à résoudre des problèmes dans le domaine de l'emploi issus de la crise économique.

Le résultat de cette réunion a reposé sur la création de trois paquets concrets dont les budgets respectifs étaient de cinq, cinquante et soixante-quinze milliards d'euros. Le paquet de 5 milliards € a été destiné à des projets concrets ayant des objectifs concrets, celui de 50 milliards € à l'augmentation de la garantie des pays qui ont des problèmes avec la balance des paiements et celui de 75 milliards € a été proposé comme un prêt volontaire au fonds de crédit du Fonds monétaire international.

La délégation tchèque est également parvenue à la mise en œuvre du plan européen de relance, dans le cadre duquel seraient investis 400 milliards € entre 2009 et 2010. Ce plan devrait assurer le bon fonctionnement des règles du marché libre et revenir dès que possible au respect du pacte de stabilité et de croissance.

On note aussi un certain succès dans le domaine de l'énergie. La présidence tchèque a réussi à imposer 200 millions € du plan de cinq milliards au projet Nabucco qui assurerait l'accès des pays européens aux matières premières énergétiques provenant de la région de la Mer caspienne.¹⁴

Le ministre tchèque des Affaires étrangères, Karel Schwarzenberg, a par ailleurs apprécié le consensus atteint sur le mandat que la République tchèque a obtenu de la part des États-membres pour le Partenariat oriental, un projet ambitieux visant à renforcer les relations avec l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Biélorussie, la Géorgie, la Moldavie et l'Ukraine, et auquel l'UE a affecté 600 millions d'euros.

3.4.2 Le Sommet UE – États-Unis

À l'occasion du commencement de la nouvelle administration américaine, le sommet UE–États-Unis a eu lieu le 5 avril 2009 à Prague. C'était une opportunité pour un premier contact politique entre les représentants des États membres de l'UE et le nouveau président des États-Unis Barack Obama, et également une opportunité pour réanimer des relations transatlantiques. Les deux parties ont échangé leurs positions sur les thèmes stratégiques et les plus actuels.

Ce sommet a suivi immédiatement après le sommet des membres du G20 tenu le 2 avril à Londres, et après le sommet des pays membres de l'OTAN tenu le 3 et 4 avril à Strasbourg,

¹⁴ Plus d'informations sur le gazoduc Nabucco à la page 17: Priorités de la présidence tchèque - Énergie

puis dans les villes allemandes de Baden-Baden et Kehl. Le sommet du G20 a été notamment consacré aux questions liées à l'architecture financière mondiale et aux impacts de la crise financière. Celui de l'OTAN a été plutôt consacré à la sécurité transatlantique et la coopération militaire. L'UE et les États-Unis ont significativement contribué au résultat positif du sommet du G20 à Londres et se sont déterminés à collaborer étroitement à la mise en œuvre des décisions adoptées.

Le président américain et les dirigeants des 27 pays membres de l'UE se sont réunis pour discuter de la coopération sur une série de questions des relations transatlantiques, du changement climatique et de la sécurité énergétique.

Les objectifs de la discussion sur les relations transatlantiques étaient de résister aux tendances protectionnistes, de s'engager dans une coopération étroite, de conserver et de renforcer les échanges transatlantiques internationaux et les flux d'investissements.

Dans le domaine de la sécurité énergétique et du changement climatique, l'UE et les États-Unis se sont concertés qu'il fallait soutenir l'implication des nouvelles technologies et des principes d'une gestion respectueuse de l'environnement pour diminuer les émissions. „L'un des plus grands défis auxquels l'UE et les États-Unis ont été confrontés était celui de la sécurité énergétique. L'UE et les États-Unis devraient également collaborer au développement de sources dans les États producteurs ainsi qu'à la diversification des ressources énergétiques et des itinéraires de distribution. L'une des initiatives clés prises dans ce contexte était le développement du projet de Corridor Sud.“¹⁵

En ce qui concerne la politique extérieure, le programme du sommet s'occupait de l'établissement et du développement de relations constructives avec l'Iran qui ne respectait pas ses engagements internationaux dans le domaine nucléaire. L'UE et les États-Unis se sont engagés dans la lutte contre une nouvelle propagation de l'arme nucléaire. Des hommes politiques ont également discuté de la paix au Proche-Orient et ils y ont encouragé le cessez-le-feu durable. L'UE a résolu, aux côtés des États-Unis, de continuer de contribuer au développement d'un gouvernement civil durable au Pakistan et à renforcer la coopération mutuelle dans la lutte contre le terrorisme. L'UE et les États-Unis se sont intéressés en outre à l'approfondissement des relations économiques et commerciales avec ce pays. L'Afghanistan était aussi un sujet important. La déclaration du sommet a mentionné le rôle de la force de

¹⁵ Le site officiel de la présidence tchèque: http://www.eu2009.cz/cz/news-and-documents/press-releases/*kopie-1:-the-prague-meeting-of-eu-heads-of-state-and-government-with-the-us-president--eu-press-lines-15724/

gendarme européen et mis l'accent sur les activités d'entraînement mises en œuvre par la mission de police de l'Union européenne, EUPOL, en Afghanistan.

Parce que les États-Unis ont décidé de fermer les camps de détention de Guantánamo, l'UE a promis de collaborer avec les États-Unis dans la lutte contre le terrorisme sur la base du respect des Droits de l'Homme et du droit international humanitaire.

3.4.3 Des sommets réalisés en mai 2009

Au mois de mai, plusieurs sommets au niveau ministériel se sont déroulés à Prague: Sommet UE – Japon (4 mai), Sommet UE – Canada (6 mai), Sommet sur l'emploi (7 mai matin), Sommet pour le partenariat oriental (7 mai après-midi), Sommet „Le corridor du Sud, nouvelle route de la soie“ (8 mai), Réunion ministérielle UE – Groupe de Rio (11 – 14 mai) et Sommet UE – Chine (20 mai).

Le sommet l'UE – le Japon

Le président tchèque Václav Klaus, assisté de Javier Solana, Haut représentant du Conseil de l'UE pour la politique étrangère et de sécurité commune; José Manuel Barroso, président de la Commission européenne, et Taro Aso, premier ministre du Japon; se sont rencontrés pour promouvoir davantage le partenariat stratégique entre l'UE et le Japon.

Les dirigeants ont rappelé au sommet l'importance qu'ils attribuaient au plan d'action de 2001 pour la coopération entre le Japon et l'UE en tant que base de la coopération et du dialogue productifs actuels entre les deux parties, ainsi qu'à leur engagement en faveur de la poursuite de la mise en œuvre de ce plan. Ils ont déclaré leur intention d'entamer des réflexions sur la manière de remplacer le plan d'action actuel après son expiration en 2011, l'objectif étant d'engager les négociations officielles lors du sommet de 2010.

Le sommet l'UE – le Canada

Les dirigeants de l'UE et du Canada se sont réunis le 6 mai à Prague. L'UE a été représenté par Mirek Topolánek, José Manuel Barroso et Javier Solana. Le premier ministre canadien, Stephen Joseph Harper soutenait les intérêts canadiens.

Outre le compte-rendu de la dernière réunion du G20 à Londres, les sujets discutés comprenaient surtout le lancement des négociations sur un accord économique approfondi

entre l’Union Européenne et le Canada. Un autre volet important abordé lors de ce sommet était le domaine du transport aérien, notamment le futur Accord Global Aérien et la signature de l’Accord de Sécurité relatif à l’Aviation Civile. Les dirigeants européens et canadiens ont également traité la coopération en matière de politique étrangère, du réchauffement climatique et de l’énergie.

Le sommet sur l’emploi

Le 7 mai 2009 „le mini-sommet“ sur l’emploi a eu lieu à Prague. Les hauts représentants de la Troïka sociale, de la Commission européenne et des partenaires sociaux européens se sont réunis pour discuter des moyens pour gérer l’impact de la crise économique sur l’emploi.

Le sommet a réagit au fait qu’en mars 2009, 600 000 personnes ont perdu leur emploi à l’UE. Le chômage a augmenté de 8,1 % en février 2009 à 8,3 % en mars 2009 dans l’ensemble de l’Union, et 20 millions de personnes étaient sans emploi. Dans la zone euro, le chômage s’est élevé de 8,7 % à 8,9 %. On a supposé que la situation pourrait être encore pire et à la fin 2010, le chômage dans la zone euro pourrait vraisemblablement atteindre 11,5 %, soit le taux le plus élevé depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.¹⁶

Les représentants des pays de la Troïka sociale et de la Commission européenne ont proposé certaines mesures. Mais, ces mesures étaient plutôt générales, plutôt pour s’inspirer que pour les utiliser en réalité. Il y avait p.e.: la prise en compte de la future reprise de l’économie et la préparation des marchés du travail à ses besoins futurs; l’amélioration de l’environnement pour l’entrepreneuriat et l’investissement pour créer de nouveaux emplois; la réduction des coûts non salariaux du travail; la limitation de la charge administrative pesant sur les entrepreneurs; la conservation des emplois actuels, par exemple par le biais d’un aménagement temporaire du temps de travail en combinaison avec la formation des employés etc.

Vladimír Špidla, commissaire tchèque chargé de l’emploi, a souligné que l’Union européenne devrait utiliser tous les moyens dont elle disposait pour atténuer les répercussions de la récession sur les travailleurs. Le [Fonds européen d’ajustement à la mondialisation](#) pourrait contribuer à aider les citoyens touchés par la crise. Des démarches concrètes devraient être entreprises au niveau européen pour la mise en œuvre de l’initiative „Des compétences nouvelles pour des emplois nouveaux“, dont l’objectif était d’anticiper les futurs

¹⁶ Le site officiel de la Commission européenne http://ec.europa.eu/news/employment/090507_fr.htm

besoins du marché du travail. La gestion de la restructuration devrait être renforcé entre la Commission européenne, les États-membres et les partenaires sociaux.

Des messages de ce sommet devaient être discutés en juin 2009 à l'occasion des conseils des ministres chargés de l'Emploi (EPSCO) et des ministres chargés de l'Économie et des Finances (ECOFIN). Ensuite, ils devaient être présentés lors de la réunion de juin 2009 au Conseil européen, dont les conclusions pourraient inclure sous une certaine forme les principales propositions du sommet.

Le sommet pour le Partenariat oriental

La présidence tchèque a accueilli le 7 mai 2009 à Prague le premier sommet du Partenariat oriental, réunissant les 27 États membres de l'UE et les six voisins de l'Est: l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Biélorussie, la Géorgie, l'Ukraine et la Moldavie.

La réunion a été organisée pour poser les fondements de la communauté orientale. L'ambition du partenariat oriental était de créer un cadre global qui permettrait le renforcement des relations de l'Union européenne avec ses six voisins orientaux. Ce partenariat avait également pour objectif de développer des coopérations régionales dans les domaines de la sécurité énergétique, de l'économie, de l'Etat de droit et de la mobilité des personnes.

Le sommet „Le corridor du Sud, nouvelle route de la soie“

La réunion à Prague le 8 mai 2009 a été conçue comme un évènement de haut vol réunissant les chefs de la Troïka européenne, la Commission européenne et le secrétariat général du Conseil. Les pays invités à participer à la réunion comprenaient l'Azerbaïdjan, la Turquie, la Géorgie, le Turkménistan, le Kazakhstan et l'Ouzbékistan.

La mission principale de ce sommet était de limiter la forte dépendance des pays de l'UE au gaz russe et de faciliter la voie à l'importation davantage de gaz en provenance de la région Caspienne.

L'UE a proposé d'augmenter les échanges et de renforcer les voies de transport avec ces pays producteurs de gaz qui forment le „Corridor du sud“. L'accord, signé à Prague par les leaders d'Europe, d'Azerbaïdjan, de Turquie et de Géorgie, a envisagé la création d'un

consortium central européen d'achat de gaz, et de nouvelles conditions en ce qui concerne le transport du gaz caspien. La déclaration reconnaissait explicitement la nécessité pour les pays de transit de s'engager à avoir un régime réglementaire à long terme, prévisible et stable. Le Kazakhstan, l'Ouzbékistan et le Turkménistan ont refusé de signer la déclaration.

Au cours de ce sommet, M. Topolánek a affirmé que l'UE devrait concentrer ses efforts sur un seul projet, comme la construction du projet de gazoduc Nabucco. Le projet Nabucco, envisageait de pomper le gaz caspien via la Turquie, la Bulgarie, la Roumanie et la Hongrie vers l'Autriche, mais n'a sécurisé que environ un cinquième du gaz nécessaire pour le rendre réalisable. Sa principale source de gaz en Azerbaïdjan pourrait être reportée à 2016.

La réunion ministérielle du „Groupe de Rio“

Le 13 mai 2009, les 27 ministres des affaires étrangères de l'UE ont rencontré à Prague leurs homologues du „Groupe de Rio“, un forum rassemblant des pays d'Amérique latine et des Caraïbes.¹⁷ À cette occasion, l'UE a été représentée par le ministre tchèque des affaires étrangères, Jan Kohout, et par Benita Ferrero Waldner, commissaire chargée des relations extérieures et de la politique européenne de voisinage. Le groupe de Rio a été présidé par le Mexique, représenté par la ministre mexicaine des affaires étrangères, Patricia Espinosa.

Les discussions entre les deux parties ont porté principalement sur deux sujets: la crise économique et financière; et les sources renouvelables énergétiques, notamment, avec un débat sur une approche axée sur la durabilité en matière de sécurité énergétique et de changement climatique. Un autre thème important a concerné la discussion sur la grippe A (H1N1).

Les parties ont négocié les déclarations conjointes suivantes: „**Rétablissement de la stabilité financière et croissance de l'économie mondiale**“; „Sources d'énergie renouvelables: une stratégie durable en matière de sécurité énergétique et de changements climatiques“.

La réunion suivante, le 14 mai, de réunions de la Troïka ministérielle de l'UE avec l'Amérique centrale, le Mercosur, le Mexique et le Chili s'est déroulé pour examiner l'état des relations bilatérales avec ces régions et pays.

¹⁷ Groupe de Rio réunit au total 23 pays d'Amérique latine et des Caraïbes et son importance monte en flèche ces dernières années.

Le sommet l'UE – la Chine

Le sommet l'UE – la Chine ayant lieu le 20 mai 2009 à Prague, a été dirigé par le président de la République tchèque Václav Klaus qui a accueilli, outre les plus hauts diplomates européens, José Manuel Barroso, Javier Solana et le Premier ministre chinois, Wen Jiabao.

Ce sommet à Prague était un premier rendez-vous au plus haut niveau, depuis la brouille provoquée par la rencontre de Nicolas Sarkozy avec le dalaï-lama tibétain à Gdansk, en Pologne.¹⁸ Le Premier ministre chinois Wen Jiabao a déclaré publiquement avant le sommet, qu'il y participe sous la condition que les vingt-sept n'interfèrent pas dans les affaires intérieures de son pays.

Les discussions ont porté sur les relations entre l'UE et la Chine; la crise économique et financière mondiale; le changement climatique; et la sécurité énergétique; ainsi que sur l'échange de vues sur les questions régionales (péninsule Coréenne, Myanmar, Iran, Sri Lanka, Afghanistan et Pakistan).

Au cours du sommet, les deux parties ont signé certains accords de coopération, notamment la Déclaration conjointe sur le Centre UE-Chine des Energies Propres, le Programme UE-Chine de Partenariat en Science et Technologie et le Point de Consensus UE-Chine sur la coopération entre les PME.

La question des droits de l'homme, qui avait fait échouer la rencontre en décembre 2008, a été pratiquement éludée et pour cette raison le sommet l'UE – la Chine à Prague a été souvent critiqué.

3.4.4 Le sommet du Conseil européen en juin 2009 – moment le plus utile de la présidence tchèque

Le 18 et 19 juin à Bruxelles le Conseil européen a eu lieu sous la conduite du premier ministre tchèque, Jan Fischer. À l'ordre du jour du sommet, des questions exceptionnellement importantes y ont figuré; notamment, celles de la fin de négociations et de validation du texte des garanties en rapport avec le Traité de Lisbonne, accordées à l'Irlande; de la crise économique et financière avec la surveillance des marchés financiers européens et l'emploi; du nom du prochain président de la Commission européenne; des progrès réalisés dans la

¹⁸ Le gouvernement chinois avait annulé le Sommet qui devait se dérouler durant la présidence française le 1^{er} décembre 2008 à cause de la position „protibétique“ de la France.

préparation de la conférence de Copenhague sur la lutte contre le changement climatique; ou encore celles des relations de politique internationale de l'UE en particulier avec l'Afghanistan et le Pakistan.

Avant le sommet, il y avait des soucis qu'à la fin de l'année, on se retrouverait sans président de la Commission européenne, sans Commission et sans traité de Lisbonne. Mais la réunion sous la présidence tchèque a réussi à éviter ces risques.

Les chefs d'État ou de gouvernement se sont entendus à l'unanimité sur le nom de José Manuel Barroso comme étant la personnalité qu'ils envisagent de désigner en tant que président de la Commission européenne pour la période 2009 - 2014.

La présidence tchèque a également aidé à négocier la ratification du texte des garanties irlandaises, qui lui permettraient d'organiser un nouveau référendum sur le Traité de Lisbonne, acceptable tant pour l'Irlande que pour les autres États-membres, ce qui était un grand succès pour l'ensemble de l'Europe. Il s'agissait d'un texte qui apportait des clarifications sans toutefois modifier le traité de Lisbonne. Les garanties ne conduisaient pas à la réouverture du processus de ratification. Elles portaient sur le domaine fiscal, la neutralité de l'Irlande et les affaires sociales. Elles ne touchaient pas uniquement l'Irlande mais p.e. dans le domaine fiscal, et elles s'appliqueraient aussi aux autres États-membres.

Pendant ce sommet, les représentants de tous les pays membres, sous la direction de la présidence tchèque, se sont entendus sur le „Plan européen pour la relance économique“ pour période 2009 – 2010 qui devrait aider à résoudre la crise économique. D'abord, ce projet orienté vers le soutien fiscal qui, après certain temps, devrait être remplacé par une politique fiscale sévère jusqu'au moment où les indicateurs fiscaux montraient des valeurs pareilles à celles avant la crise. Ensuite, ce plan s'occupait des mesures structurelles qui devraient rendre l'économie européenne plus compétitive et résistante contre la crise. La troisième partie présente le programme ambitieux de durcissement, modification et implication de la nouvelle législature aux marchés financiers. Enfin, ce plan voulait réduire le protectionnisme et les barrières dans l'environnement du commerce internationale, de l'investissement et des taux financiers.

Une problématique également très importante et discutée à ce sommet était le changement du climat.

4. L'appréciation des résultats du travail et de l'image globale de la République tchèque à la tête de l'UE et l'impact de la présidence sur ses habitants

4.1 La République tchèque comme un membre presque légitime de l'Europe

L'expression la plus souvent utilisée pour l'appréciation de la présidence tchèque était „pleine de contradictions“.

La République tchèque a assumé la présidence au Conseil européen, en l'année 2009 qui présente pour elle l'anniversaire de deux événements clés mutuellement connectés – le 20^{em} anniversaire de la chute du régime communiste et le 5^{em} anniversaire de l'entrée à l'UE. Un des slogans prononcés en 1989, au temps de la révolution, c'était „retour en Europe“. Depuis 1989, les Tchèques ont fait un grand bout de chemin et on pourrait dire que la République tchèque appartient déjà à l'Europe dans tous les sens. Cependant, il y a toujours des différences, à première vue invisibles, entre un groupe de pays „super-développés“ au niveau de vie élevé et la République tchèque. Ces différences ne sont pas liées aux indicateurs économiques exprimés dans les statistiques, mais elles sont dans les mentalités des Tchèques.

L'économie tchèque, ensemble avec les autres économies des pays ayant un destin similaire, a fait un grand progrès dans le processus de la convergence économique réelle. Pendant 20 ans, le dynamisme de l'économie tchèque était en moyenne trois fois plus haut que dans les pays d'Europe de l'ouest. L'indice du PIB de la République tchèque a atteint récemment la valeur de 85% du PIB moyen de l'UE (en 1989, cette valeur bougeait à environ 40%). Notre État est devenu un lieu recherché pour les investissements étrangers et a gagné une position légitime parmi les autres pays européens de l'ouest.

Mais, le profil d'un pays européen développé n'est pas constitué seulement des indicateurs économiques, c'est aussi la mentalité des gens qui forme une image d'un pays aux yeux du reste du monde. Dans notre cas, cet aspect reste toujours un peu gris. Le temps de 20 ans était peut-être trop court pour que la mentalité des Tchèques puisse changer. Malheureusement, la République tchèque reste toujours perçue comme un pays de vol, de corruption, de vandalisme, de désordre et de mauvaise humeur. Notre mentalité n'a pas encore réussi à s'adapter à celle d'Europe de l'ouest. Il est vrai que les Tchèques sont aussi assidus et habiles, mais ce n'est pas assez.

Nous avons besoin encore d'apprendre l'ouverture d'esprit, le sens des responsabilités, le respect des traditions et la morale qui présentent les devises essentielles de la mentalité des

pays européens d'ouest. Si les derniers 20 ans étaient le temps pour rattraper le niveau élevé de l'économie, les 20 ans suivants doivent devenir la période du changement de notre mentalité.

4.2 La chute du gouvernement dans le contexte de l'appréciation de la présidence tchèque

Un exemple le plus démonstratif de la maturité mentale insuffisante de la nation tchèque, représente notre gouvernement. La chute frivole et irrationnelle du gouvernement à la moitié de la présidence tchèque est devenue le point de division pour l'appréciation de notre présidence. La République tchèque s'est classée à la quatrième place parmi les pays qui ont vécu la même situation pendant la présidence au Conseil européen (le Danemark, la France et l'Italie). Mais, il faut dire que dans les pays nommés, ces événements se sont passés dans les années 1990.

L'acte de la chute du gouvernement tchèque reste toujours l'action irresponsable qui a fait honte à la République tchèque, et a causé la perte de la réputation internationale. Cet acte a affirmé l'image de la République tchèque comme un pays qui ne sait pas agir dans les situations importantes et qui ne sait pas profiter d'une occasion unique. Les hommes politiques tchèques n'étaient pas capables d'exploiter la présidence de l'UE pour assurer l'apport et le profit pour leur pays et ils ont gâché cette occasion.

Avant la présidence, les Tchèques ont été perçus, d'un côté, comme un patron assombri et pas très accueillant, de l'autre côté, qui sait improviser, travailler, donner le rendement professionnel, mais, qui ne sait pas clairement informer sur ses rendements de travail et donc personne n'en apprend. À l'occasion de la présidence de l'UE, les Tchèques ont eu une chance d'améliorer cette image médiatique, mais malheureusement, rien n'est arrivé. Les politiciens tchèques n'ont pas souligné les avantages de notre présidence, ils n'ont pas expliqué suffisamment les fautes venues, et donc, ça a défavorisé la République tchèque aux yeux des autres membres des 27.

Surtout l'appréciation de la présidence tchèque par les représentants français a été particulièrement critique. On peut supposer que, même si rien d'utile au cours de la présidence ne s'est fait et notre présidence a fini sans interruption, la perception de la République tchèque serait beaucoup plus favorable.

4.3 Le rôle plein de contradictions au sujet de la ratification du Traité de Lisbonne

Le destin du Traité de Lisbonne est devenu l'un des thèmes les plus importants de la première moitié de l'année 2009. En analysant le travail des politiques tchèque à ce sujet, on peut voir le plus évidemment la principale caractéristique de la présidence tchèque „pleine de contradictions“.

À la suite des conclusions du Conseil européen en décembre 2008, la présidence tchèque s'occupait de chercher des solutions concrètes qui pourraient renverser le refus des Irlandais au référendum concernant la ratification du Traité de Lisbonne.

Le résultat des négociations a présenté l'adoption du texte des garanties irlandaises de caractère expliquant, qui ne modifie pas le Traité de Lisbonne. Ça a permis d'organiser en Irlande le deuxième référendum dans lequel les Irlandais ont accepté la ratification du Traité de Lisbonne.

Jusqu'à ce moment, la présidence a joué un rôle très utile, mais, à la fin de l'année, la République tchèque a encore prouvé son inconsistance quand le président tchèque Václav Klaus refusait et éloignait la signature du TL.¹⁹ La République tchèque est devenue l'élément le plus risqué qui menacait l'entrée du TL en vigueur dans la période prévue.

Il est vrai qu'il y avait, à côté de l'Irlande et la République tchèque, encore l'Allemagne et la Pologne qui ont exprimé leur attitude critique envers le Traité de Lisbonne. Mais, enfin, la Pologne a changé sa position négative après le deuxième référendum en Irlande, et le président de l'Allemagne a signé le TL après la confirmation de la Cour constitutionnelle allemande que le TL est en accord avec la Constitution allemande.

La République tchèque est donc restée le dernier pays des 27 qui n'a pas signé. L'incertitude a été encore prolongée par la position de Václav Klaus sous forme d'un ultimatum qui voulait imposer une exception dans l'interprétation plus libre de la Charte sociale européenne en lien au droit de propriété. Mais, la Cour constitutionnelle tchèque n'a rien trouvé ce qui était en désaccord avec la Constitution tchèque et donc, le président a signé finalement le TL en silence, sans quelque cérémonial.

Le processus de la ratification du TL nous montre clairement l'incapacité de la scène politique tchèque de s'accorder et de faire des compromis. On peut voir que la présidence tchèque a fait un bon travail en négociation des garanties irlandaises, mais immédiatement

¹⁹ TL = Traité de Lisbonne

après, la tête de la République tchèque a déjoué tous les efforts tchèques de faire quelque chose d'important pour la position de notre État en Europe.

4.4 L'appréciation de la présidence tchèque par des pays européens – la France critiquant, les États voisins diplomatiques

„C'était pour la première fois qu'un ancien membre du Pacte de Varsovie a pris la tête de l'UE.“ José Manuel Barroso a rappelé après la fin de la présidence tchèque. Les avis concernant l'appréciation de la présidence tchèque sont partagés chez les hommes politiques européens.

Avant le début, il y avait un scepticisme général; mais après quelques faux-pas initiaux, les politiciens européens ont été surpris par les résultats positifs du travail des Tchèques. Mais, cet enthousiasme n'a pas duré long temps parce que la chute du gouvernement de M. Topolánek a suivi, et elle a jeté l'ombre sur toute la présidence. Le nouveau gouvernement des fonctionnaires dirigé par le premier ministre Jan Fischer a réussi à assurer le reste de la présidence sans collision, mais n'a pas réussi à enlever l'appréciation „pleine de contradictions“ de la présidence tchèque.

La chute du gouvernement tchèque figure comme un point essentiel négatif aux discours des politiciens européens appréciant la présidence tchèque. Mais, en aucun cas, on ne peut dire que la présidence tchèque était évaluée seulement dans un sens négatif.

La présidence tchèque a marqué pendant six mois beaucoup de succès en domaine de la résolution de la crise économique, de l'énergie, aussi qu'en domaine institutionnel ce qui les représentants des pays européens ont apprécié positivement.

En général, il est possible de constater que la présidence a bien fini, voire même qu'elle a surpassé les attentes, et a réussi à réagir aux situations difficiles et soudaines (crise du gaz, conflit de Gaza etc.). La présidence tchèque a été critiquée ainsi que prônée.

Un pays qui a critiqué le plus souvent la République tchèque, c'était la France, après laquelle notre État a assumé la présidence tournante. Entre la France et la République tchèque, une relation bizarre est née. La République tchèque a commencé la présidence à un moment difficile, sa tâche était de continuer dans les actions ouvertes par la France. Mais, la France, surtout grâce à son président ambitieux, n'a pas soutenu la République tchèque comme un pays étant pour la première fois en présidence. Le président français n'était pas capable de respecter que sa présidence était déjà finie, et qu'il devait passer le pouvoir à la République

tchèque. Il est vrai que les Tchèques ont fait certaines erreurs pendant la présidence, mais la critique française a été de temps en temps trop aigue et abusive. La France ne s'est concentrée que sur les points faibles et elle n'a pas suffisamment évalué les bons moments de notre présidence (p. e. l'acceptation des garanties irlandaises que la France n'était pas capable de négocier pendant sa présidence).

Par contre, les pays comme l'Allemagne, la Pologne, la Slovaquie et la Hongrie ont soutenu la présidence tchèque dès son début. Ils ont apprécié positivement le travail fait pendant notre présidence, mais ils se sont concertés que la chute du gouvernement irresponsable a endommagé lourdement l'image globale finale de notre présidence, et que les avis eurosceptiques du président Václav Klaus et la rhétorique occasionnelle aigue de M. Topolánek ne l'ont pas aidée également.

4.5 Ni noir, ni blanc – les deux côtés de la présidence tchèque

Un aspect le plus remarquable en analyse de la présidence tchèque, c'est la différence majeure entre le niveau politique et le niveau fonctionnaire (professionnel). On pourrait dire que ces deux niveaux se distinguent comme „la nuit et le jour“. Lorsque le fonctionnement de la politique tchèque pendant notre présidence était souvent critiqué, le travail des fonctionnaires s'est classé parmi les rendements les plus effectifs des présidences européennes.

L'appréciation du pays présidant au Conseil européen peut être fait selon différents critères et indicateurs objectifs (p.e. le nombre des conclusions adoptées, le nombre des directives négociées etc.), mais aussi, au moyen du sentiment subjectif des observateurs présents plus ou moins intéressés (la présence des médias aux événements organisés au cours de la présidence).

L'évaluation objective et celle subjective peuvent être en désaccord radical, ce qui s'applique pour la présidence tchèque. P.e. la République tchèque a réussi à adopter un tel nombre de conclusions et à mener à la fin un tel nombre de positions de travail qui l'ont catapultée parmi les pays les plus puissants et productifs en présidence. Les centaines de spécialistes tchèques ont réussi dans des sphères variées liées à l'intégration européenne, et ils ont été invités à la continuité de la coopération avec la présidence suédoise.

Mais, de l'autre côté, l'image des médias en République tchèque, aussi bien qu'à l'étranger, n'était pas idéale, surtout à cause de la situation politique intérieure et certains

événements qui n’avaient pas beaucoup de liens avec la présidence (p.e. la plastique Entropa). Il est probable que la République tchèque ait gâché une occasion à changer son image médiatique plutôt eurosceptique à cause de ces actes controversés et parce que les politiques tchèques n’étaient pas capables d’attirer l’attention suffisante des médias aux événements et aux négociations importantes et positives pour l’évolution de l’UE qu’ils ont aidé à résoudre certains problèmes graves de la communauté européenne.

Dans les deux chapitres suivants, il y a des analyses des points à succès „blancs“ et des points faibles „noirs“ de la présidence tchèque.

4.5.1 Les points à succès „blancs“ de la présidence tchèque

Au début, il faut dire que le plan original du contenu de notre présidence, symbolisé par les trois „E“ (Économie, Énergie et Europe et le monde) a été bien rempli et présentait l’essentiel de l’agenda négocié.

Comme on l’a déjà mentionné dans le chapitre précédent, l’un des critères objectifs pour l’appréciation de la présidence est la capacité d’un pays d’arriver à une conclusion satisfaisante au cours des sommets du Conseil européen. À cet égard, la présidence tchèque a bien conduit sa barque. Surtout le sommet du Conseil européen en juin 2009, où des thèmes institutionnels et économiques ont dominé, peut être considéré comme extraordinairement effectif parce qu’on a réussi dans l’adoption des garanties irlandaises, les politiciens se sont concertés à l’unanimité sur le nom du candidat au poste de président de la Commission européenne pour les années 2009 – 2014 et ils ont également ratifié le „Plan européen pour la relance économique“ pour la période 2009 – 2010 qui devrait aider l’économie européenne affectée par la crise.

Un autre caractère positif de la présidence tchèque est son engagement dans le domaine de l’énergie. Immédiatement après le début de la présidence, la délégation tchèque a pris une position active sur la solution de la crise du gaz entre la Russie et l’Ukraine, et a bien défendu les intérêts européens dans ce conflit. La République tchèque s’est engagée remarquablement dans la recherche de nouvelles façons d’approvisionnement en gaz sur le territoire de l’UE, dans le cadre de la coopération avec les pays du Corridor Sud, elle a soutenu le projet du nouveau gazoduc Nabucco et elle l’a avancé.

En ce qui concerne l’apport de la présidence dans le monde, la République tchèque a joué un rôle important en formation de la position de l’UE au conflit de Gaza. Les Tchèques ont profité des bonnes relations avec les États-Unis, et en collaboration avec les Américains, ils

ont aidé à calmer la situation dans ces territoires toujours affectés par la guerre. La présidence tchèque a également réussi à lancer le projet de Partenariat Orient et, ce qui a été un grand succès, elle a réussi à organiser le sommet de l'UE et des États-Unis auquel les hommes politiques européens ont eu une première chance pour rencontrer le nouveau président américain Barack Obama.

La présidence tchèque a été aussi engagée dans le processus d'élargissement de l'UE. Elle a accepté l'inscription officielle à l'adhésion à l'UE de l'Albanie et a servit comme un médiateur pour passer l'inscription du Monténégro à la Commission européenne. La seule chose, dans laquelle les représentants tchèques ont échoué dans ce domaine était le fait qu'ils n'ont pas résolu le conflit entre la Slovénie et la Croatie concernant l'accès à la mer qui bloque l'entrée de la Croatie à l'UE.

L'un des sujets importants, grâce auquel la présidence tchèque s'est inscrite positivement dans la perception européenne, représentait le refus du protectionnisme en économie que la République tchèque a imposé à toutes les conférences et sommets. Notre succès a reposé aussi sur la position commune en matière de suivi des mesures protectionnistes dans le cadre de l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce)²⁰, ainsi que de l'UE.

Le point fort de la présidence tchèque est aussi visible dans l'organisation professionnelle des sommets au niveau le plus haut. En plus, au point de vue du succès, le sommet l'UE – le Canada a été apprécié extraordinairement positivement parce que les représentants de l'UE se sont convenus avec leurs partenaires canadiens à la convention de commerce libre avec un délai de deux ans. Cette convention est comptée comme une grande réussite tchèque parce que beaucoup de pays européens n'étaient pas d'accord pour la libéralisation au temps de la crise économique et voulaient protéger leurs marchés nationaux. Un autre événement, le sommet l'UE – la Chine a apporté un résultat en forme de la reprise des relations sino-européennes.

L'un des sujets clés dans lequel la République tchèque a prouvé sa capacité était l'environnement, concrètement la protection du climat. La tâche de la présidence tchèque reposait sur la négociation avec des autres partenaires comme les États-Unis, la Chine, le Japon, ainsi qu'avec des pays en voie de développement. Enfin, les représentants tchèques avaient réussi à conclure les six règlements législatifs qui ont également été adoptés. En comparaison avec les six présidences précédentes, la République tchèque s'est classée avec la France à la deuxième place en nombre de conclusions acceptées.²¹

²⁰ WTO = World Trade Organisation

²¹ À la première place, il y avait l'Allemagne qui est arrivée à 7 conclusions acceptées.

En ce qui concerne l'organisation de la présidence, les observateurs ont évalué très positivement le travail professionnel de l'appareil d'État tchèque et exprimé une louange spéciale pour le site officiel de la présidence tchèque qui est devenu la page web la plus souvent visitée au cours de toutes les présidences.

4.5.2 Les points faibles „noirs“ de la présidence tchèque

En analysant les avis des pays européens, il est évident que l'Europe n'oubliera pas la présidence tchèque à cause des trois motifs principaux: la chute du gouvernement à mi-temps de la présidence, Václav Klaus - le président eurosceptique et la plastique controversée Entropa.

Malheureusement, il faut constater que les points faibles avaient été si discutés et médiatisés qu'ils ont ombré les mérites de notre présidence. La faute est tombée sur la scène politique tchèque qui agissait à ce moment important pour la République tchèque de façon égoïste et sans aucune responsabilité à l'égard de l'UE.

C'était surtout la chute du gouvernement qui a blessé l'effort tchèque de corriger notre image en Europe. Elle a divisé notre présidence en parties „avant la chute du gouvernement“ et „après la chute du gouvernement“, ce qui était senti très négativement (voir ci-avant).²²

Pour une meilleure perception des politiques tchèques ni les mots, de temps en temps trop aigus et crus, de l'ex-premier ministre Mirek Topolánek n'ont aidé. Par exemple, par rapport au plan de l'administration de Washington au sujet de l'aide à l'économie américaine, il a proclamé que c'était „le chemin à l'enfer“.

À côté des problèmes du gouvernement tchèque, les observateurs européens ont été souvent consternés par des paroles du président tchèque Václav Klaus. On parle surtout de ses paroles eurosceptiques concernant le sens de l'existence de l'institution de l'UE et de ses obstructions à signer le Traité de Lisbonne (voir ci-avant)²³. Il est inoubliable son discours au Parlement européen: „Le fait, que le Parlement européen insiste sur l'intégration politique fait penser à la suppression des libres pensées en Europe de l'est avant 1989. (...) L'UE est un expériment de révolution qui s'efforce d'améliorer des mécanismes de décision en Europe en transferant la partie importante de ces décisions du niveau des États individuels au niveau des institutions européennes.“ À cause de ces paroles, il a été souvent critiqué par les hommes

²² viz la chapitre La chute du gouvernement au contexte de l'appréciation de la présidence tchèque

²³ Viz la chapitre Le rôle plein de contradictions au sujet de la ratification du Traité de Lisbonne

politiques européens. Ses avis à propos des changements du climat, quand il démentit des résultats des recherches des experts mondiaux, sont également devenus légendaires.

Il faut dire que les avis si extrémistes de la tête de notre État influencent aussi la perception de la République tchèque comme un pays peu enthousiaste à l'intégration qui reste toujours en dehors des événements quotidiens de l'UE.

Chacun se rappelle aussi d'Entropa, une sculpture satirique créée par l'artiste tchèque controversé [David Černý](#) et installée dans l'atrium du [bâtiment Justus Lipsius](#) à [Bruxelles](#); même l'oeuvre qui représente la Bulgarie sous la forme de toilettes à la turque. L'autre scandale lié à Entropa est qu'à l'origine, Entropa devait être créée par 27 artistes des pays membres de l'UE, mais, enfin, cette plastique a été réalisée par Černý et ses trois assistants. L'ouvrage illustrant et parodiant des stéréotypes de tous les pays membres des vingt-sept a provoqué une grande vague de critique parmi les Européens et les diplomates tchèques devaient s'excuser plusieurs fois auprès des représentations politiques européennes. La sculpture inconvenable a été abrogée du bâtiment du Conseil de l'UE après la chute du gouvernement.

À l'énumération des points controversés, on peut ranger également le slogan provocatif de la campagne médiatique avant le début de la présidence: „Evropě to osladíme” peut en effet vouloir dire à peu près „Nous allons adoucir ou sucrer – les choses pour l'Europe”, mais cela peut surtout signifier exactement le contraire, quelque chose comme „Nous allons en faire baver à l'Europe”.

Pour résumer les points faibles de la présidence tchèque, on doit dire qu'ils reposaient au niveau politique de la République tchèque. La présidence tchèque a donné cette leçon à tous les pays membres: „Quand on permet à la politique intérieure d'influencer la gestion des affaires européennes, ça aura toujours des conséquences fatales.”

4.6 Comment six mois à la tête de l'Europe ont influencé la vie et la pensée de la population tchèque

Après la fin de la présidence tchèque, les médias nationaux et aussi étrangers ont été pleins de commentaires à propos des résultats - des réussites et des échecs de notre présidence. Ce qui était très souvent oublié, mais pourtant a figuré comme une partie clé de la présidence tournante était l'influence et l'importance de l'État présentant – sur ses élites et sur sa

population. Les médias ne s'occupaient pas trop de l'impact de la présidence sur la perception de l'UE par ses habitants.

L'UE est une structure très compliquée et la compréhension de ses mécanismes demande beaucoup d'heures d'études intensives. La plupart des documents sont, à cause de leurs longueurs et du langage incompréhensible, inaccessible au lecteur commun. Puis, l'image de l'UE souffre souvent, à côté de ses fautes réelles, des attaques mi-véritables et populistes qui abusent de l'incompétence du public. La présidence donc représente une chance, un potentiel, pour attirer l'attention et forcer les politiques et les médias à commencer à s'occuper plus de l'UE. Les représentants du pays présentant n'apprennent pas seulement comment l'UE fonctionne, mais ils devraient surtout passer ces renseignements au public en forme facile, compréhensible et claire.

L'une des priorités de la présidence tchèque devait être le fait que les Tchèques aient compris la position réelle de leur pays et d'eux seuls à la structure de l'UE, en bref, qu'ils l'adoptaient et finissaient par la considérer comme une institution dont son fonctionnement ils ne doivent pas savoir parce que c'est quelque chose qui vient de l'extérieur et ils ne peuvent pas l'influencer. Mais, ce problème n'a pas inquiété seulement la République tchèque. Dans le passé, beaucoup d'Autrichiens et Finlandais avouaient, à la fin des années 1990, qu'ils ont compris le rôle du membre de l'UE plus tard, quand ils avaient assumé la présidence au Conseil européen.

En analysant comment le débat tchèque a changé dans ce domaine, il faut distinguer différents niveaux: d'abord, le niveau politique; ensuite, le niveau des médias; et enfin, le niveau de la population civile.

Le plus grand changement positif dans l'attitude envers l'UE, on peut le remarquer dans l'espace des médias qui ont commencé à s'occuper de l'UE très intensivement. Presque chaque plus grand média a déjà son expert spécialisé à Bruxelles, capable d'informer sur les affaires européennes sans fautes et avec une vision de ce qui est important et de ce qui est secondaire.

L'apport positif de la présidence pour le débat concernant l'UE est évident aussi sur la scène politique tchèque. Une grande partie des ministres a compris l'importance des négociations au Conseil et également ceux, plus eurosceptiques, se sont forcés de s'engager dans le processus de la présidence. Un défaut principal représentait l'absence de l'opposition (des socialistes) à la présidence, elle l'a ignorée et donc elle ne pouvait obtenir aucune expérience avec le fonctionnement de l'institution européenne.

De retour à la perception de la présidence par la population civile tchèque, il faut dire que la présidence n'a pas apporté un grand progrès sur l'avis des habitants envers l'UE. Le nombre d'enquêtes d'opinion publique, faites après la fin de notre présidence, prouve que l'UE n'est pas encore devenue une partie légitime de leur vie comme on l'espérait. Les Tchèques n'ont pas encore compris tout le sens de l'UE et n'ont pas découvert toutes les occasions que l'UE leur offre. Il est probable, qu'après la présidence au Conseil européen, les Tchèques ne sont pas encore devenus „les plus grands Européens“.

En général, les habitants tchèques considèrent l'UE plutôt comme une institution, un appareil administratif, qui les borne par ses décrets et instructions. De l'autre côté, ils la comprennent également comme une source de moyens financiers p.e. pour le développement d'un pays ou pour les activités commerciales, ils veulent en profiter mais, ne sont pas prêts à s'engager activement dans cette structure.

Selon le dernier sondage exercé par Eurobaromètre en automne 2009 en République tchèque, 40% de la population croit que l'appartenance à l'UE est bonne pour notre État. En général, ça inclut surtout les jeunes gens, éduqués avec un niveau de vie plus élevé qui apprécient positivement, et voient comme un avantage, la réalité que la République tchèque fait partie de l'UE.

Les qualités les plus importantes que l'UE représente, sont pour le public tchèque: la démocratie (45 %), le paix (41%) et les droits de l'homme (34%). Le plus souvent (55%), les Tchèques associent l'UE avec des notions : la liberté de voyage, les études et le travail. La deuxième association la plus fréquente est la monnaie euro (32%).

Le fait que l'UE est soutenue en République tchèque surtout par les gens éduqués est lié à l'accès aux informations sur l'UE. Jusqu'au début de notre présidence, la plupart des médias tchèques ont informé sur les événements se déroulant dans l'UE en bref, dans les rubriques concernant la politique étrangère. Grâce à notre présidence, la situation s'est améliorée et les actions européennes sont parvenues parmi les actualités de jour. Mais, ni les hommes politiques, ni les représentants des médias, n'ont encore réussi à convaincre toute la population de l'importance de s'intéresser à l'UE.

En ce qui concerne la présidence tchèque au Conseil européen, le sondage a montré qu'il y a 62% de la population qui ne s'intéresse pas à la présidence (en somme des réponses „plutôt ne s'intéresse“ et „ne s'intéresse pas du tout“).²⁴ Globalement, les hommes s'intéressaient

²⁴ En comparaison avec le sondage qui avait lieu en avril 2008, ça présente une baisse de 13%.

plus à la présidence que les femmes, et en comparaison avec les autres électeurs, le plus souvent, c'étaient ceux qui avaient voté pour le Parti citoyen social-démocrate (ODS).

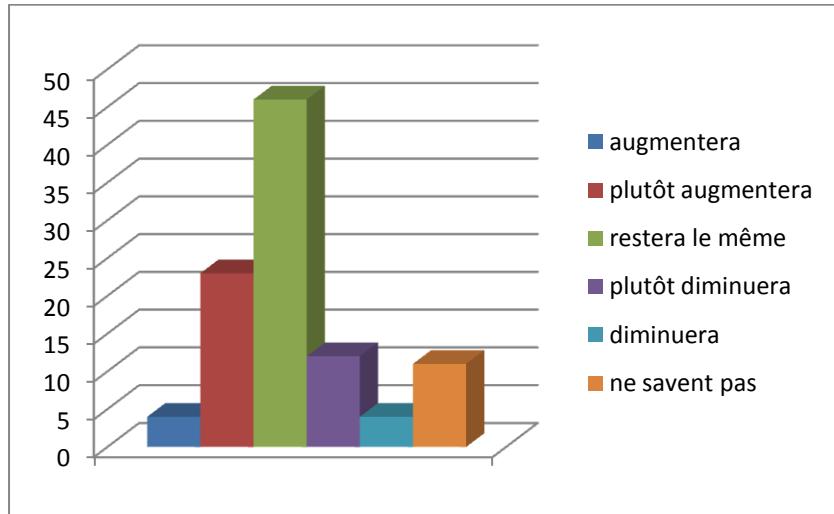
La plupart de la population majeure a convenu qu'elle avait peu d'information sur la présidence, déclaré par 58% des répondants, ceux ayant un niveau de vie plus haut et des diplômés ont proclamé avoir assez d'informations.

En analysant la question de „l'influence du pays présidant à la politique de l'UE”, 52% de la population a répondu que la présidence tchèque n'avait pas pu influencer la politique de l'Union de façon significative, 36% a tenu un avis opposé.

Au sujet de l'appréciation de la présidence tchèque, plus de la moitié des Tchèques l'a évaluée positivement (51%) et pour 32% des répondants la présidence n'était pas un succès.

Dans le domaine de l'influence de la présidence au niveau du prestige international, 46% de la population ne pensaient pas qu'elle avait pu l'influencer, 27% des répondants croyaient que le prestige augmenterait.²⁵

Tableau 2 : L'influence du pays présidant à la politique de l'UE



Les mois et années suivantes nous montreront si les Tchèques seront capables de devenir une partie fiable de la communauté européenne et s'ils deviennent „les plus grands Européens”. Pour que nous puissions s'engager activement aux événements européens, il faut

²⁵ Les informations ont été exploitées des matériaux du Centre pour le sondage de l'opinion publique <http://www.cvvm.ca.cz/>

garder en fonction des fonctionnaires qui ont déjà eu une expérience avec l'UE et ils la comprennent. Ces fonctionnaires devraient, en collaboration avec les médias, propager les renseignements sur l'UE de façon que tout le monde les sache.

La population tchèque devra comprendre qu'en juin 2003, quand la majorité des habitants a voté pour l'entrée à l'UE²⁶, et la République tchèque est devenue le membre légitime de l'Union, elle a obtenu le droit de profiter des avantages offerts par cette communauté, mais en même temps, elle a repris un engagement de participer à son fonctionnement et d'aider à son développement durable. Pour remplir cet engagement, la connaissance et l'intérêt à l'UE présente une obligation indispensable. Cela pourrait nous aider également à contrôler le travail de nos représentants élus, éventuellement leur défaillance au niveau européen. Parce qu'aucun document ou aucune ordonnance n'est créée spontanément à Bruxelles, mais ils sont toujours préparés par les représentants des pays membres qui portent la responsabilité des erreurs, ainsi que des bons pas dans le fonctionnement de l'UE.

²⁶ Le référendum sur l'entrée de la République tchèque à l'UE a eu lieu le 13 – 14 juin 2003 avec ce résultat: 77% de la population était pour l'entrée à l'UE. La participation au référendum a dépassé 55%.

5. Conclusion

Le sens essentiel de mon travail était d'analyser la première expérience de la République tchèque à la tête de l'Union européenne et, en même temps, d'évaluer le rôle et l'importance de l'UE dans la vie de l'État tchèque.

Après des heures d'études des documents et informations nombreux; après la lecture des commentaires, débats, discussions avec les personnes qui ont été plus ou moins intéressées par la présidence tchèque, je suis arrivée à la conclusion qu'il est impossible de dire soit „la République tchèque a réussi à la présidence“ ou soit „la République tchèque a échoué à sa présidence“. Dans tous les deux commentaires, il y aura toujours MAIS. Personnellement, je suis plutôt pour l'appréciation que la République tchèque a réussi dans certains domaines, MAIS la scène politique tchèque a échoué d'une manière catastrophique.

Malheureusement, il n'est pas possible de considérer l'échec du gouvernement tchèque comme une faute inévitable. Le problème a un caractère beaucoup plus grave. J'ose dire que la situation politique catastrophique en République tchèque a été causée par le désintérêt absolu à la politique du côté des citoyens. Il est vrai que dans les autres pays européens, l'intérêt aux événements politiques languit également, mais chez nous, ce phénomène a déjà prouvé des impacts concrets, comme sur la présidence tchèque.

Quelqu'un pourrait juger mon travail trop proeuropéen, mais je pense que le fait que nous sommes membre de l'UE nous apporte plutôt des avantages que des inconvénients. De mon point de vue, l'UE représente pour la République tchèque, qui se trouvait longtemps dans l'isolement de l'évolution en Europe, un défi. J'apprécie surtout les possibilités qu'elle nous offre: le travail, l'éducation, la protection de nos droits et libertés, la diversité culturelle, le voyage etc.

J'admettrais également que l'UE a ses côtés ombrageux représentés p.e. par le bureaucratisme ou la réduction incomplète de l'identité nationale. Mais, dans aucun cas, je ne veux dire qu'à cause de l'adhésion à l'Union nous devrions abandonner notre identité nationale, notre culture ou habitudes. L'UE ne nous dicte ni de se déssaisir, ni de se plier à quelque chose, elle nous donne une occasion de créer ensemble une telle institution qui répondra à nos besoins, nous protégera et, en même temps, qui nous permettra de conserver notre propre identité et le sentiment de singularité. Cela dépend de la décision de chaque pays dans quelle mesure il fait toucher son identité nationale.

Dans le cas de la présidence tchèque, il est possible de dire que nous nous sommes trop concentrés sur les événements nationaux et avons oublié le fait que nous étions à la tête de

l'Europe. Il ne reste qu'à espérer que nous corrigeron les défauts à la présidence prochaine. Malheureusement, ça sera le plus tôt dans 14 ans, ce qui nous laisse le temps de se préparer.

Résumé en français

Le sujet principal du mémoire appelé „La présidence de l'UE par la République tchèque“ est un rôle de la République tchèque à la tête de l'UE pendant six mois de sa présidence.

Dans la partie théorique, j'explique le sens général et l'évolution historique de l'institution de la présidence dans les communautés européennes. Dans la partie suivante, je m'occupe des aspects concrets de la présidence tchèque, p.e. l'organisation, le programme et les circonstances d'influence essentielle etc. Le fond de la partie pratique, et en même temps l'apport principal de mon mémoire, repose sur l'appréciation complexe et objective de la présidence tchèque. Je me suis efforcée d'analyser toutes les actions et les tentatives déployées et réalisées pendant les six mois où la République tchèque avait été à la tête de l'Europe.

Le cible de mon travail était de récapituler les points forts et les points faibles de la présidence tchèque. J'ai voulu souligner les moments à succès et convaincre le lecteur de mon mémoire que le travail tchèque à l'UE n'était pas si grand échec comme la plupart des médias tchèques avaient informé, et donc comme la majorité des Tchèques pensent. En même temps j'ai fait remarquer des fautes qui auraient nous donner une leçon comment „ne pas faire“ la présidence pour la prochaine fois.

Tous les événements, dont j'ai écrit, étaient connectés mutuellement, et donc je me suis efforcée d'expliquer tout au contexte.

Résumé en tchèque

Hlavním tématem bakalářské práce nazvané „České předsednictví Evropské unie“ s podtitulem „Šest měsíců v čele Evropy“ je role České republiky v rámci jejího šestiměsíčního působení v Evropské radě.

V teoretické části práce vysvětluji obecný význam a historický vývoj instituce předsednictví. V dalším celku následně podrobně rozebírám jednotlivé konkrétní aspekty českého předsednictví jako např. organizace, program a okolnosti, které měly na předsednictví zásadní vliv atd. Podstatou praktické části, a tedy i nejpodstatnějším přínosem mé bakalářské práce, je objektivní komplexní zhodnocení českého předsednictví. Snažila jsem se zanalyzovat veškeré akce, úkoly a snahy vyvinuté a realizované během působení České republiky v čele EU a vytvořit tak přehled o světlých a tmavých stránkách českého předsednictví.

Smyslem mé práce bylo vyzvednout úspěšné body předsednictví a přesvědčit tak čtenáře mé bakalářské práce, že české předsednictví v Evropské radě nebylo pouze neúspěchem, jak většinou informovala česká média, a jak to potažmo vnímala většina české populace. Zároveň jsem chtěla upozornit na neúspěchy a fiasko, ze kterých bychom se měli náležitě poučit a v příštím předsednictví se jich rozhodně vyvarovat.

Jednotlivé stránky českého předsednictví, o kterých ve své práci píši spolu vzájemně uzce souvisejí, proto jsem se snažila vše vysvětlovat v souvislostech a v nezbytném kontextu.

Annotation

Le nom de l'auteur:

Machalová Hana

Le nom de la chaire et de la faculté:

Faculté des Lettres de l'Université Palacky à Olomouc, chaire de langues Romanes

Le directeur de mémoire:

Ing. Michel Viland

Le nombre de pages: 59

Le nombre de signes: 99 065

Le nombre d'annexes: 2

Le nombre de sources utilisées: 23

Les mots clés:

la présidence, le pays présidant, l'Union européenne, la République tchèque, l'Europe, européen, la politique, la négociation, le sommet, les Tchèques, les pays membres, le fonctionnement, l'économie, les relations internationales, la communauté, le traité, l'événement, l'action, le Conseil européenne, l'institution etc.

La caractéristique du mémoire:

Le sujet principal du mémoire repose sur l'appréciation du travail de la République tchèque à la présidence de l'Union européenne. On décrit le cours et des actions menées par la République tchèque pendant la période de six mois à la tête de l'Europe. On analyse tous les apports, ainsi que tous les échecs et on crée l'image globale du travail tchèque. On apporte une nouvelle vue à la perception de la présidence tchèque.

Sources

La littérature:

- 1) Pitrová, M.; Fiala, P. *Evropská unie*, 1.st ed.; Centrum pro studium demokracie a kultury: Brno, 2003.
- 2) *Vše, co jste chtěli vědět o českém předsednictví EU: české předsednictví v Radě EU*; Útvar místopředsedy vlády pro evropské záležitosti, Úřad vlády ČR: Praha, 2009.
- 3) *Kdo je kdo: české předsednictví v Radě EU = Qui est qui: la présidence tchèque au Conseil de l'UE*; Odbor komunikace Úřadu vlády: Praha, 2009.
- 4) Pítrová, L.; et al. *Když se řekne Lisabonská smlouva - perspektiva fungování Evropské unie podle nového smluvního rámce*; Odbor informování o evropských záležitostech, Úřad vlády České republiky: Praha, 2008.
- 5) Karlas, J.; et al. *Jak předsedat Evropské unii?: návrh priorit předsednictví ČR v Radě EU v roce 2009*; Ústav mezinárodních vztahů: Praha, 2008.
- 6) Zbíral, R. *Teorie a praxe vyjednávání v Radě Evropské unie*, 1st ed.; MU, Mezinárodní politologický ústav: Brno, 2008.
- 7) Postránecký, J. *Vybrané úmluvy a základní dokumenty Rady Evropy a Evropské unie*, 1st ed.; Masarykova univerzita v Brně: Brno, 1998.
- 8) *České předsednictví EU 2009: otázky a odpovědi*, 1st ed.; Odbor komunikace, Sekce pro předsednictví Úřadu vlády ČR: Praha, 2008.
- 9) Kaniok, P. *Předsednictví Rady EU: příběh půlstoletí*, 1st ed.; MU, Mezinárodní politologický ústav: Brno, 2008.
- 10) Potužník, J. F. *Mirek Topolánek. 100 dní v čele Evropy*, 1st ed.; WWA photo: Praha, 2009.

L'internet:

- 1) Le site officiel de la présidence tchèque <http://www.eu2009.cz/>.
- 2) Le site officiel de la Commission européenne <http://ec.europa.eu/>.
- 3) Le portail de l'UE <http://europa.eu/>.
- 4) Le portail informatif sur l'UE <http://www.euractiv.com/>.
- 5) Le site officiel du Conseil de l'Union européenne <http://www.consilium.europa.eu/>.
- 6) Le portail économique <http://www.businessinfo.cz/>.
- 7) Le portail d'information <http://zahranicni.ihned.cz/>.
- 8) Le site de la diplomatie française <http://www.diplomatie.gouv.fr/>.
- 9) Le portail informatif tchèque sur l'Union européenne <http://www.euroskop.cz/>.
- 10) Le site officiel du Parlement européen <http://www.europarl.europa.eu/>.
- 11) Le site officiel de la présidence française <http://ue2008.fr/>.
- 12) Le site officiel de la présidence suédoise <http://www.se2009.eu/>.
- 13) Le journal Britské listy <http://www.blisty.cz/>.

ANNEXE °1

Récapitulatif des principales manifestations organisées dans le cadre de la présidence en République tchèque et lieu de leur déroulement

4 et 5 décembre 2008 - Réunion du Gouvernement de la République tchèque et de la Conférence des présidents du Parlement européen, *Palais Žofín, Prague*

7 janvier 2009 - Réunion du Gouvernement de la République tchèque et de la Commission européenne, *Palais Liechtenstein, Prague (île Kampa)*

4 sommets - Centre des congrès de Prague:

- **4 et 5 avril 2009** - Sommet UE – Etats-Unis
- **7 mai 2009** - Sommet sur l'emploi
- **7 mai 2009** - Sommet pour le Partenariat oriental
- **8 mai 2009** - Sommet « Le corridor Sud, nouvelle route de la soie »

14 réunions ministérielles informelles

7 d'entre elles se sont déroulées au *Centre des congrès de Prague*:

- **15 et 16 janvier 2009**, réunion informelle des ministres chargés de la Justice et des Affaires intérieures (ministère de l'Intérieur et ministère de la Justice)
- **29 et 30 janvier 2009**, réunion informelle des ministres chargés de la Coopération au développement (ministère des Affaires étrangères)
- **4 et 5 février 2009**, réunion des ministres de l'UE chargés de la Famille (ministère du Travail et des Affaires sociales)
- **22 et 23 mars 2009**, réunion informelle des ministres chargés de l'Education (ministère de l'Education, de la Jeunesse et des Sports)
- **2 au 4 avril 2009**, réunion informelle des ministres chargés de l'Economie et des Finances (ministère des Finances et Banque nationale tchèque)
- **14 et 15 avril 2009**, réunion informelle des ministres chargés de l'Environnement (ministère de l'Environnement)
- **3 au 5 mai 2009**, réunion informelle des ministres chargés de la Compétitivité (ministère de l'Industrie et du Commerce, ministère de l'Education, de la Jeunesse et des Sports)

2 réunions ministérielles informelles organisées à Prague en dehors du CCP :

- **8 janvier 2009**, Conseil « Affaires générales », *Palais Liechtenstein et Musée Kampa*
- **12 et 13 mars 2009**, Réunion informelle des ministres de la Défense, *hôtel Crowne Plaza de Prague* (ministère de la Défense)

5 réunions ministérielles en province:

- **22 au 24 janvier 2009**, réunion informelle des ministres chargés de l'Emploi et des Affaires sociales (ministère du Travail et des Affaires sociales), *Luháčovice*
- **27 et 28 mars 2009**, réunion informelle des ministres des Affaires étrangères « Gymnich » (ministère des Affaires étrangères), *château de Hluboka nad Vltavou*

- **22 au 24 avril 2009**, réunion informelle des ministres chargés du Développement régional (ministère du Développement local), *Marianske Lazně*
- **28 au 30 avril 2009**, réunion informelle des ministres chargés des Transports (ministère des Transports) *Litoměřice*
- **31 mai au 2 juin 2009**, réunion informelle des ministres chargés de l'Agriculture et de la Pêche (ministère de l'Agriculture), *Brno*

Sélection de conférences ministérielles organisées au CCP :

- **17 février 2009**, conférence E-communications
- **17 et 18 février 2009**, conférence E-justice
- **2 mars 2009**, conférence «< 5 ans après >
- **11 au 14 mai 2009**, XIVe réunion ministérielle UE – Groupe de Rio (pays d'Amérique latine), ministère des Affaires étrangères
- **26 au 30 juin 2009**, conférence sur le sort des biens des victimes de l'Holocaust

ANNEXE °2

Entropa – l'ouvrage controversé de David Černý

